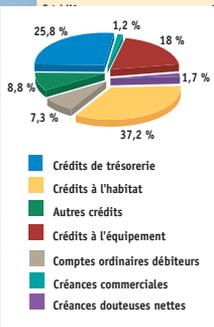




## Bulletin trimestriel

# Conjoncture monétaire et financière

M1	Montants (millions de XPF)			Variations			
	Décembre			valeur		pourcentage	
	2001	2002	2003	(n-1) - (n-2)	n - (n-1)	n-1/n-2	n/n-1
Circulation fiduciaire	20 717	21 325	22 003	608	678	2,9 %	3,2 %
- Billets	18 302	18 811	19 380	508	569	2,8 %	3,0 %
- Pièces	2 415	2 514	2 623	100	109	4,1 %	4,3 %
Dépôts à vue	106 908	203 097	224 197	6 189	21 100	3,1 %	10,4 %
- Banques	184 617	191 651	211 584	7 034	19 933	3,8 %	10,4 %
- OPT	11 766	11 011	12 199	- 755	1 188	- 6,4 %	10,8 %
- Trésor public	526	436	414	- 90	- 22	- 17,2 %	- 5,0 %
	17 625	224 422	246 200	6 797	21 778	3,1 %	9,7 %
	90 914	100 797	132 798	9 883	32 001	10,9 %	31,7 %
	90 914	100 429	132 038	9 515	31 608	10,5 %	31,5 %
	-	368	760	368	392		106,6 %
	08 539	325 220	378 998	16 680	53 778	5,4 %	16,5 %
	94 903	197 245	168 135	2 342	- 29 111	1,2 %	- 14,8 %
	173 558	170 284	145 140	- 3 274	- 25 144	- 1,9 %	- 14,8 %



N° 139 - Statistiques au 30/06/2009

POLYNÉSIE FRANÇAISE  
1:15 000 000



Polynésie française

L'Institut d'Emission d'Outre-Mer (IEOM) est la banque centrale de Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna et de Polynésie française. A ce titre, il exerce un certain nombre de missions essentielles pour le développement de ces économies, parmi lesquelles :

- **L'émission des signes monétaires ;**
- **Le refinancement des établissements de crédit**, notamment au moyen du **réescompte des crédits bancaires** consentis aux entreprises des secteurs considérés comme prioritaires et qui présentent une situation financière équilibrée. Ce dispositif permet aux entreprises de bénéficier, dans certaines conditions, de crédits à taux réduits pour des facilités de trésorerie ou des concours d'équipement ;
- **Les services rendus à la communauté bancaire** (gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, centralisation des incidents de paiement sur chèques ou autres valeurs, élaboration des statistiques monétaires et des parts de marché des établissements de crédit, etc...) ;
- **La surveillance du fonctionnement du système bancaire et la protection de l'épargne**, en relation avec les autres autorités monétaires nationales ;
- **La réalisation d'études périodiques** (rapport annuel, bulletin trimestriel, lettre mensuelle de l'IEOM, enquête de conjoncture, enquête sur le coût du crédit aux entreprises et aux particuliers, monographies sectorielles...) sur l'économie des collectivités et territoires d'outre-mer;
- **L'établissement de la balance des paiements de la Polynésie française**, conjointement avec la Banque de France.

## Sommaire

<b>Synthèse</b>	<b>4</b>
<b>Annexes</b>	<b>7</b>
<b>Méthodologie</b>	<b>7</b>
<b>1. La masse monétaire et la circulation fiduciaire</b>	<b>9</b>
1.1 La masse monétaire	9
1.2 La circulation fiduciaire	9
1.3 Les contreparties de la masse monétaire	10
<b>2. Les avoirs financiers des agents économiques</b>	<b>11</b>
2.1 Les avoirs des ménages	12
2.2 Les avoirs des sociétés	13
2.3 Les avoirs par nature	14
<b>3. L'endettement des agents économiques</b>	<b>15</b>
3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit	15
3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux	19
<b>4. Le financement des crédits bancaires</b>	<b>21</b>
4.1 L'équilibre emplois-ressources	21
4.2 Le réescompte	21
<b>5. Les engagements sectoriels</b>	<b>22</b>
<b>6. Les indicateurs de vulnérabilité</b>	<b>24</b>
6.1 Les indicateurs globaux	24
6.2 La vulnérabilité des ménages	24
6.3 La vulnérabilité des entreprises	25
<b>7. Les échanges de valeurs</b>	<b>25</b>
<b>8. Rappel des taux</b>	<b>26</b>
8.1 Les taux règlementés	26
8.2 Les principaux taux de marché	26
8.3 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux entreprises	26
8.4 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux particuliers	26
8.5 Taux de l'usure	26

## Synthèse

### Evolution monétaire et financière internationale

La crise qui a touché les grandes économies mondiales à partir du 3<sup>ème</sup> trimestre 2008 avant de s'étendre à l'ensemble des pays semble connaître une inflexion, au point que les premières estimations de PIB dans certains pays pour le 2<sup>ème</sup> trimestre 2009 font apparaître un retour de la croissance. Plusieurs facteurs ont contribué à ce redressement : la désinflation qui a soutenu le pouvoir d'achat des ménages, les plans de relance massifs mis en oeuvre par les gouvernements, le soutien des pouvoirs publics aux systèmes financiers, enfin les baisses très fortes de taux directeurs décidées par les banques centrales ainsi que des apports massifs de liquidité aux systèmes bancaires. En dépit de cette amorce d'amélioration de la conjoncture économique, l'incertitude reste toujours forte pour les trimestres à venir, liée notamment aux conséquences de la montée du chômage sur la demande des ménages.

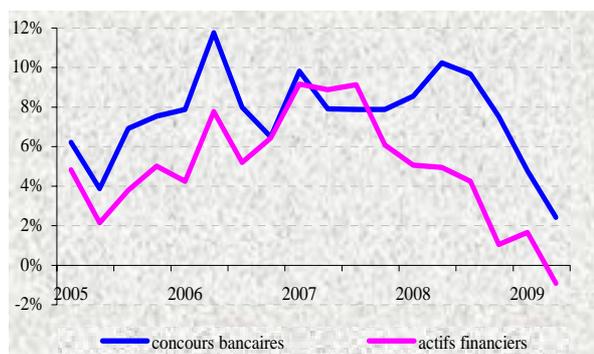
Les banques centrales ont maintenu au 2<sup>ème</sup> trimestre 2009 leur principal taux directeurs à des niveaux historiquement bas : entre 0 et 0,25 % pour la Réserve fédérale américaine, 1 % pour la Banque centrale européenne, 0,1 % pour la Banque centrale du Japon. Le soutien des banques centrales à la liquidité bancaire s'est poursuivi dans un contexte de normalisation des marchés interbancaires. L'Eurosystème a mis en place le 24 juin 2009 une première opération de refinancement à 12 mois : la demande a atteint le montant exceptionnel de 442 milliards d'euros, soit 1,4 % du total des actifs des établissements de crédit de la zone euro en juin 2009.

Les premiers signes de reprise économique ont soutenu les marchés d'actions des grandes places internationales et provoqué dans certains pays une hausse des taux à long terme, liée sans doute en partie à cet accroissement de l'appétence au risque. Ils ont également provoqué une hausse sensible des cours des matières premières, au premier rang desquelles le pétrole. Après un point bas à moins de 40 USD le baril fin 2008, son cours oscille depuis juin 2009 entre 59 et 72 USD. Le cours de l'euro/USD, enfin, s'est sensiblement apprécié tout au long du 2<sup>ème</sup> trimestre 2009, passant de 1,25 à 1,41.

### Fléchissement de l'activité bancaire locale

Confrontée à un climat des affaires atone et à une perte de confiance des ménages et des entreprises, l'activité des établissements de crédit de la place polynésienne affiche un net ralentissement au cours du deuxième trimestre 2009, tant au niveau de la collecte de dépôts que de l'octroi de crédits. Ainsi, le rythme de croissance annuel de l'encours global des concours bancaires a atteint un niveau historiquement bas tandis que celui des actifs financiers des agents économiques est devenu négatif.

### Evolution en glissement annuel



### Forte baisse des dépôts à terme au profit des comptes sur livrets

Au 30 juin 2009, l'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques polynésiens a représenté un volume de 469,4 milliards de F CFP. Leur encours s'est replié de 1,4 % sur le trimestre et de 0,9 % en glissement annuel.

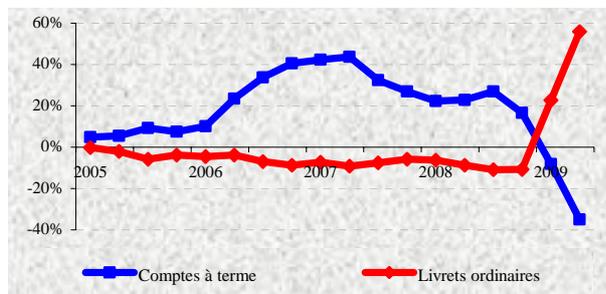
L'épargne des ménages n'a progressé que de 0,3 % entre juin 2008 et juin 2009. La poursuite de la baisse des taux de rémunération des comptes à terme au cours des trois derniers mois<sup>1</sup>, a entraîné une forte diminution de leur encours : - 24,9 % sur le trimestre et - 34,9 % en l'espace d'un an.

Dans ce contexte de taux historiquement bas, les ménages polynésiens ont orienté massivement leur épargne vers les comptes sur livrets dont l'encours a augmenté de 19,6 % sur le seul dernier trimestre et

<sup>1</sup> La moyenne mensuelle de l'Euribor 3 mois est passée de 1,637 % à 1,226 % entre mars et juin 2009. En juin 2008, elle s'élevait à 4,943 %.

de 56 % sur l'année. Les ménages ont également placé une partie de leur épargne à long terme, notamment sur des contrats d'assurance-vie dont l'encours a crû de 11,7 % par rapport au premier trimestre 2009.

### Taux de croissance annuel des comptes à terme et des comptes sur livrets des ménages



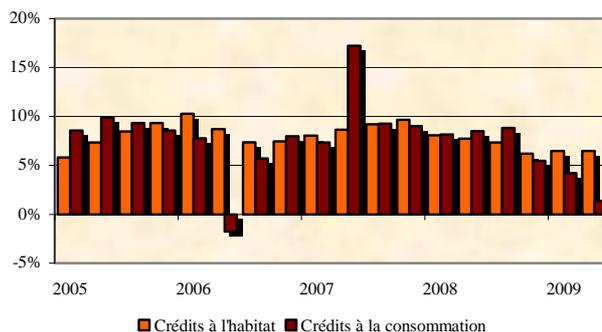
Les avoirs financiers des sociétés se sont contractés au cours du deuxième trimestre 2009 : - 3,6 % en trois mois et -2,9 % en glissement annuel. Les comptes à terme se sont fortement inscrits en baisse (- 15,9 % sur le trimestre et - 11,1 % sur l'année), certaines sociétés utilisant une partie de cette épargne faiblement rémunératrice pour rembourser par anticipation leurs crédits d'équipement. En revanche, l'encours des dépôts à vue a progressé sensiblement en juin 2009 (+ 7,9 % par rapport à mars).

### Ralentissement sensible de la croissance des crédits bancaires

Avec un encours global de 580,9 milliards de F CFP au 30 juin 2009, les crédits accordés par les établissements de crédit de la place ont poursuivi leur croissance (+ 2,4 % en glissement annuel), mais à un rythme beaucoup plus modéré qu'en juin 2008 (+ 10,2 %). En outre, l'encours sain n'a augmenté que de 1,1 % en l'espace d'un an.

Dans le détail, l'encours de crédits des ménages s'est élevé à 265 milliards de F CFP au second trimestre 2009, soit une hausse de 3,9 % par rapport à juin 2008. Cette évolution est principalement liée à celle des crédits à l'habitat (59 % de l'encours des ménages) qui ont progressé de 6,5 % en glissement annuel. Pour leur part, les crédits à la consommation des ménages n'ont progressé que de 1,4 % entre juin 2008 et juin 2009.

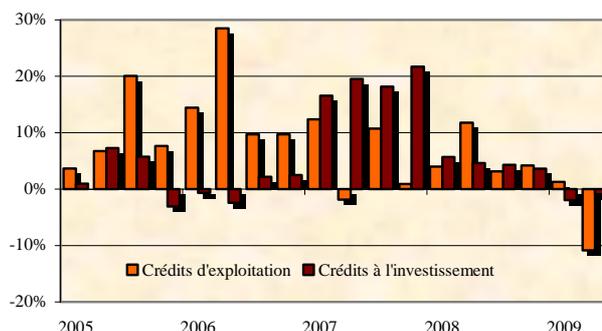
### Crédits à l'habitat et crédits à la consommation des ménages (croissance en glissement annuel)



Les crédits consentis aux entreprises par les établissements de crédits de la place se sont élevés quant à eux à 183,1 milliards de F CFP, connaissant un deuxième trimestre consécutif de repli (- 1,9 % par rapport à mars). Les crédits d'exploitation des entreprises se sont inscrits en baisse de 10,9 % par rapport au second trimestre 2008 : leurs besoins de trésorerie se sont amoindris sous l'effet de la baisse de leurs carnets de commandes.

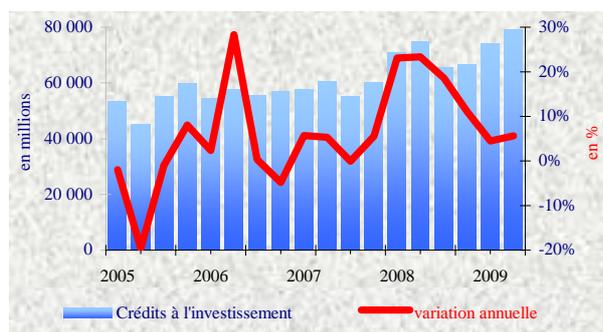
L'atonie de la conjoncture économique actuelle a réfréné les intentions d'investissements des entreprises. Ainsi, les crédits à l'équipement qui leur ont été consentis ont fléchi de 0,9 % par rapport à juin 2008.

### Crédits d'exploitation et crédits d'investissement des entreprises (croissance en glissement annuel)



S'agissant des collectivités locales, les efforts d'investissement se sont poursuivis au deuxième trimestre 2009. Entre juin 2008 et juin 2009, les crédits d'investissement ont augmenté de 5,6 %, atteignant 79 milliards de F CFP.

## Evolution des crédits d'investissement des collectivités locales



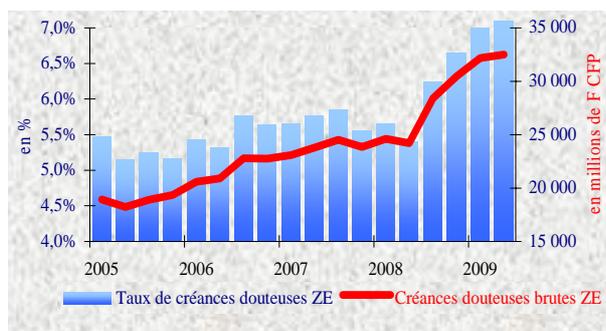
## Les secteurs des transports et des services dynamiques, le commerce en difficulté.

Des données issues de la centralisation des risques, il ressort que seuls deux secteurs d'activité se sont distingués sur le second trimestre de l'année avec des engagements en augmentation en glissement annuel : les transports (+ 7,9 %) et les services (+ 7,3 %). En revanche, l'encours du commerce, dont les engagements représentent près du quart du total, a observé une baisse sensible de ses encours (- 11,8 %).

## Nouvelle dégradation de la sinistralité des agents économiques polynésiens

La qualité des risques des établissements de crédit locaux s'est de nouveau dégradée au cours du second trimestre 2009. S'élevant à 32,9 milliards de F CFP en juin 2009, les créances douteuses brutes ont enregistré un quatrième trimestre consécutif de hausse de leur encours. Elles ont progressé de 1,1 % sur les trois derniers mois et de 32,1% sur un an et représentent désormais 7,1 % de l'encours brut total (6,6 % en décembre 2008 et 5,6 % en mars 2008).

## Evolution des créances douteuses brutes des établissements de crédit locaux

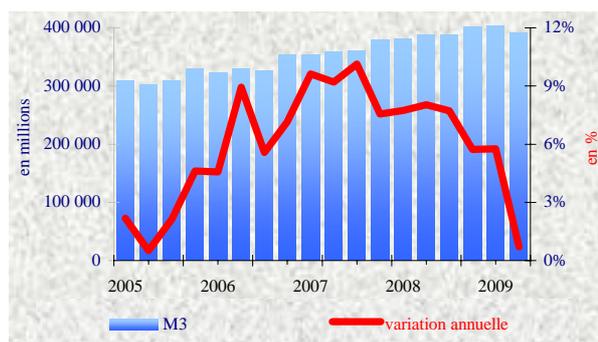


Cette hausse de la sinistralité concerne aussi bien les ménages que les entreprises. Ainsi, les créances douteuses des ménages ont crû de 14,3 % et celles des sociétés de 40,6 % en glissement annuel. Pour ces dernières, plusieurs secteurs ont été particulièrement confrontés à des difficultés de remboursement de leurs crédits, notamment la pêche et la perliculture, dont le montant des créances impayées a été multiplié par six en l'espace d'un an, ainsi que le BTP (+ 10 %).

## Evolution négative de la position extérieure nette du système bancaire

S'établissant à 390,6 milliards de F CFP au 30 juin 2009, la masse monétaire M3 s'est contractée de 3 % par rapport au premier trimestre, en raison du net repli des dépôts à terme (- 20 %). En revanche, elle a à peine progressé en glissement annuel (+ 0,7 %).

## Evolution de la masse monétaire M3



Les engagements hors zone du système bancaire ont continué de croître au premier trimestre 2009, de 12,8 % en un an. Quant à leurs avoirs hors zone d'émission, ils ont progressé de 5,8 %. Entre juin 2008 et juin 2009, la position extérieure nette est passée de - 10 milliards de F CFP à - 15 milliards.

## Annexes

### Méthodologie

#### 1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local.

Le Trésor est assimilé à un établissement local.

#### 2) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale détenus hors de la collectivité.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le territoire.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels. Les sociétés correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les administrations privées, les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

#### 3) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non installés localement) puis les crédits octroyés par les établissements de crédit (EC) locaux.

Les principaux établissements de crédit non installés localement et intervenant dans la collectivité sont la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden et Natixis.

Les encours de crédit des entrepreneurs individuels (EI) sont répartis entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI" sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières").

**Remarque :** La série des encours de crédit accordés par les établissements de crédit situés hors de la zone d'émission (HZE) présente une rupture à compter de l'arrêté du 31 mars 2007. En effet, ils ont été complétés par les données issues du SCR de la Banque de France qui permet de recenser les risques des établissements installés en métropole à destination de bénéficiaires installés en Polynésie française.

## Conjoncture financière et bancaire

---

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages, les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les administrations privées, les sociétés d'assurance, les fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

#### 4) Service central des risques (SCR)

Le service central des risques (SCR) de l'IEOM recense, à partir d'un seuil déclaratif de 2,5 millions de F CFP de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par l'ensemble des établissements de crédit français en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe sur le territoire. Cette source d'information permet une analyse sectorielle des encours de crédit.

Pour la présentation de ces données, la répartition sectorielle adoptée est la suivante :

Secteurs	Codes NAF 60 (nomenclature INSEE)
Agriculture, élevage, pêche	01 à 05
Industrie	10 à 41
BTP	45
Commerce	50 à 52
Hôtellerie	551A, 551C, 552A, 552C, 552E et 555D
Transport	60 à 64
Services	551E, 552F, 553A, 553B, 554A, 554B, 555A, 555C, 502Z, 65 à 74 et 80 à 95
Divers	75 et 99

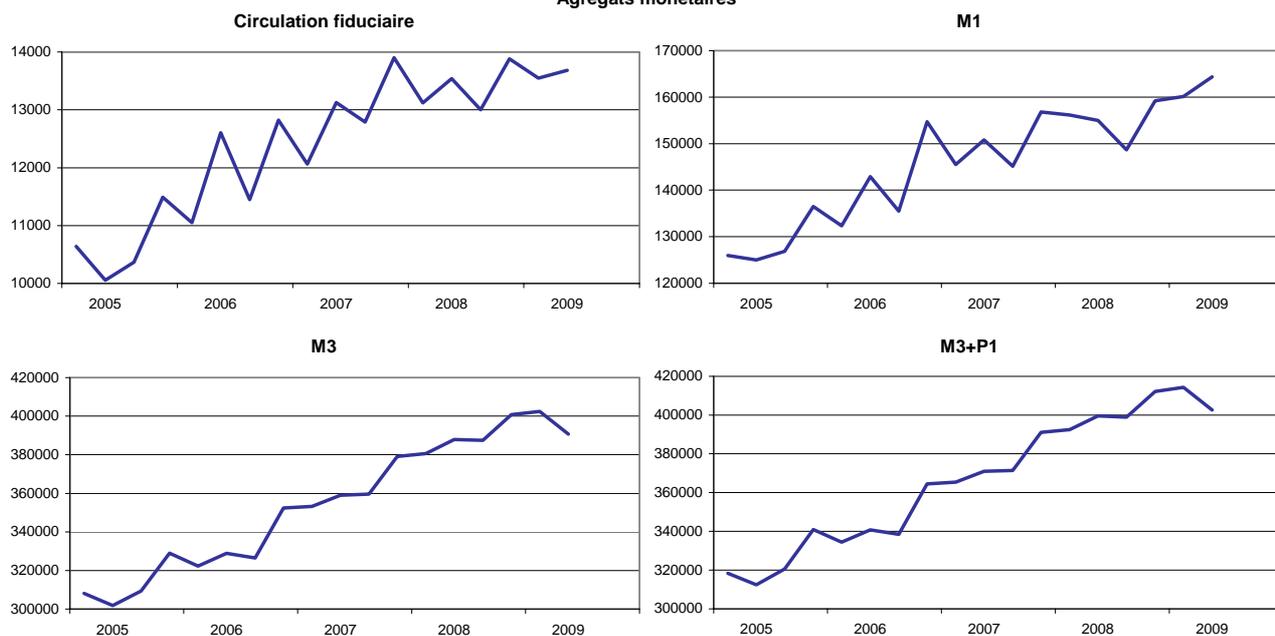
## 1. La masse monétaire et la circulation fiduciaire

### 1.1 La masse monétaire

Composantes de la masse monétaire	Montants en millions de XPF									Variations	
	juin-04	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	sept-08	déc-08	mars-09	juin-09	1 trim	1 an
Circulation fiduciaire	9 777	10 058	12 603	13 124	13 541	13 001	13 879	13 547	13 681	1,0%	1,0%
<i>Billets</i>	8 200	8 412	10 869	11 299	11 638	11 083	11 925	11 604	11 715	1,0%	0,7%
<i>Pièces</i>	1 577	1 646	1 734	1 825	1 903	1 918	1 954	1 944	1 966	1,2%	3,3%
Dépôts à vue	114 120	114 938	130 286	137 715	141 450	135 697	145 336	146 561	150 686	2,8%	6,5%
<b>TOTAL M1</b>	<b>123 897</b>	<b>124 995</b>	<b>142 889</b>	<b>150 839</b>	<b>154 991</b>	<b>148 698</b>	<b>159 215</b>	<b>160 109</b>	<b>164 367</b>	<b>2,7%</b>	<b>6,0%</b>
<b>M2-M1</b>	<b>79 819</b>	<b>79 210</b>	<b>75 947</b>	<b>69 128</b>	<b>63 117</b>	<b>60 431</b>	<b>60 962</b>	<b>62 478</b>	<b>98 232</b>	<b>19,1%</b>	<b>55,6%</b>
Comptes sur livrets	79 599	78 956	75 694	68 913	62 906	60 231	60 756	62 263	98 026	19,2%	55,8%
Comptes épargne logement	220	254	253	215	211	200	206	215	206	-4,2%	-2,6%
<b>TOTAL M2</b>	<b>203 716</b>	<b>204 206</b>	<b>218 836</b>	<b>219 967</b>	<b>218 109</b>	<b>209 129</b>	<b>220 177</b>	<b>242 587</b>	<b>262 599</b>	<b>8,2%</b>	<b>20,4%</b>
<b>M3-M2</b>	<b>96 507</b>	<b>97 576</b>	<b>109 981</b>	<b>139 129</b>	<b>169 839</b>	<b>178 325</b>	<b>180 659</b>	<b>159 950</b>	<b>128 054</b>	<b>-19,9%</b>	<b>-24,6%</b>
Dépôts à terme	71 609	74 382	96 855	128 250	158 113	165 817	169 696	149 022	119 157	-20,0%	-24,6%
Titres de créance négociables	8 995	10 405	3 097	2 662	1 687	2 423	1 386	1 629	935	-42,6%	-44,6%
Bons de caisse	15 903	12 789	10 028	8 217	10 040	10 086	9 577	9 299	7 963	-14,4%	-20,7%
<b>Total M3</b>	<b>300 223</b>	<b>301 781</b>	<b>328 817</b>	<b>359 097</b>	<b>387 948</b>	<b>387 454</b>	<b>400 837</b>	<b>402 537</b>	<b>390 653</b>	<b>-3,0%</b>	<b>0,7%</b>
<b>P1</b>	<b>8 414</b>	<b>10 609</b>	<b>11 918</b>	<b>11 848</b>	<b>11 625</b>	<b>11 428</b>	<b>11 393</b>	<b>11 802</b>	<b>11 915</b>	<b>1,0%</b>	<b>2,5%</b>
Plans d'épargne logement	8 414	10 609	11 918	11 848	11 625	11 428	11 393	11 802	11 915	1,0%	2,5%
Autres compte d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>M3+P1</b>	<b>308 637</b>	<b>312 391</b>	<b>340 735</b>	<b>370 945</b>	<b>399 573</b>	<b>398 882</b>	<b>412 230</b>	<b>414 339</b>	<b>402 568</b>	<b>-2,8%</b>	<b>0,7%</b>

### 1.2 La circulation fiduciaire

#### Agrégats monétaires



Emissions de pièces	Montants en millions de XPF									Variations	
	juin-04	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	sept-08	déc-08	mars-09	juin-09	1 trim	1 an
<b>En nombre</b>	<b>138 368 334</b>	<b>144 579 576</b>	<b>152 058 700</b>	<b>158 760 649</b>	<b>165 786 220</b>	<b>166 883 103</b>	<b>168 914 253</b>	<b>169 622 715</b>	<b>171 043 046</b>	<b>0,8%</b>	<b>3,2%</b>
100 F CFP	8 539 125	8 961 194	9 474 738	10 010 271	10 429 798	10 523 764	10 775 658	10 663 871	10 817 328	1,4%	3,7%
50 F CFP	3 736 251	3 834 027	4 054 544	4 232 049	4 470 302	4 495 057	4 561 059	4 522 307	4 565 326	1,0%	2,1%
20 F CFP	9 905 392	10 182 442	10 668 471	11 228 989	11 587 021	11 620 266	11 796 238	11 808 006	11 902 600	0,8%	2,7%
10 F CFP	13 676 480	14 271 494	14 898 495	15 581 965	16 252 474	16 437 282	16 630 874	16 649 916	16 787 553	0,8%	3,3%
5 F CFP	15 504 924	16 323 740	17 173 767	17 983 775	18 787 009	18 917 409	19 166 649	19 335 861	19 487 027	0,8%	3,7%
2 F CFP	36 624 264	38 476 332	40 248 339	41 973 339	44 023 473	44 287 364	44 734 868	45 046 864	45 413 367	0,8%	3,2%
1 F CFP	50 381 898	52 530 347	55 540 346	57 750 261	60 236 143	60 601 961	61 248 907	61 595 890	62 069 845	0,8%	3,0%
	1 194 348	1 194 348	1 194 348	1 194 348							
<b>En millions de F CFP</b>	<b>1 577</b>	<b>1 645</b>	<b>1 734</b>	<b>1 825</b>	<b>1 903</b>	<b>1 918</b>	<b>1 954</b>	<b>1 944</b>	<b>1 966</b>	<b>1,2%</b>	<b>3,3%</b>
100 F CFP	854	896	947	1 001	1 043	1 052	1 078	1 066	1 082	1,4%	3,7%
50 F CFP	187	192	203	212	224	225	228	226	226	1,0%	2,1%
20 F CFP	198	204	213	225	232	232	236	236	238	0,8%	2,7%
10 F CFP	137	143	149	156	163	164	166	166	168	0,8%	3,3%
5 F CFP	78	82	86	90	94	95	96	97	97	0,8%	3,7%
2 F CFP	73	77	80	84	88	89	89	90	91	0,8%	3,2%
1 F CFP	50	53	56	58	60	61	61	62	62	0,8%	3,0%

## Conjoncture financière et bancaire

Emissions de billets	Montants en millions de XPF									Variations	
	juin-04	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	1 trim	1 an
<b>En nombre</b>	<b>4 654 356</b>	<b>4 915 501</b>	<b>5 526 491</b>	<b>5 841 375</b>	<b>6 283 546</b>	<b>6 374 165</b>	<b>6 847 370</b>	<b>6 582 580</b>	<b>6 637 721</b>	<b>0,8%</b>	<b>5,6%</b>
10 000 F CFP	639 627	747 499	936 397	945 295	982 510	982 991	1 104 268	1 024 144	1 060 847	3,6%	8,0%
5 000 F CFP	539 900	536 717	554 281	532 155	509 184	527 585	608 774	530 432	527 839	-0,5%	3,7%
1 000 F CFP	2 356 181	2 488 808	2 786 600	2 996 424	3 271 268	3 328 594	3 555 708	3 464 187	3 454 797	-0,3%	5,6%
500 F CFP	1 118 648	1 142 477	1 249 213	1 367 501	1 520 584	1 534 995	1 578 620	1 563 817	1 594 238	1,9%	4,8%
<b>En millions de F CFP</b>	<b>12 011</b>	<b>13 219</b>	<b>15 547</b>	<b>15 794</b>	<b>16 403</b>	<b>16 564</b>	<b>18 432</b>	<b>17 140</b>	<b>17 500</b>	<b>2,1%</b>	<b>6,7%</b>
10 000 F CFP	6 396	7 475	9 364	9 453	9 825	9 830	11 043	10 241	10 608	3,6%	8,0%
5 000 F CFP	2 700	2 684	2 771	2 661	2 546	2 638	3 044	2 652	2 639	-0,5%	3,7%
1 000 F CFP	2 356	2 489	2 787	2 996	3 271	3 329	3 556	3 464	3 455	-0,3%	5,6%
500 F CFP	559	571	625	684	760	767	789	782	797	1,9%	4,8%

### 1.3 Les contreparties de la masse monétaire

Contreparties de la masse monétaire	Montants en millions de XPF									Variations	
	juin-04	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	1 trim	1 an
<b>Avoirs hors zone d'émission</b>	<b>73 455</b>	<b>85 300</b>	<b>95 983</b>	<b>105 784</b>	<b>123 314</b>	<b>110 165</b>	<b>133 711</b>	<b>132 127</b>	<b>130 431</b>	<b>-1,3%</b>	<b>5,8%</b>
Institut d'émission	17 380	19 012	23 553	25 797	27 738	17 508	28 099	27 902	28 807	3,2%	3,9%
Etablissements de crédit	56 075	66 289	72 431	79 988	95 576	92 657	105 612	104 225	101 624	-2,5%	6,3%
<b>Créances du Trésor public</b>	<b>5 645</b>	<b>5 579</b>	<b>8 782</b>	<b>9 031</b>	<b>8 788</b>	<b>8 086</b>	<b>6 885</b>	<b>8 883</b>	<b>8 019</b>	<b>-9,7%</b>	<b>-8,7%</b>
<b>Concours sur ressources monétaires</b>	<b>221 123</b>	<b>210 902</b>	<b>224 051</b>	<b>244 288</b>	<b>255 773</b>	<b>269 147</b>	<b>260 200</b>	<b>261 493</b>	<b>252 168</b>	<b>-3,6%</b>	<b>-1,4%</b>
Concours de caractère bancaire des EC locaux	327 892	354 875	392 737	412 918	448 762	455 417	458 429	460 294	458 510	-0,4%	2,2%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	106 769	143 972	168 685	168 631	192 916	186 214	198 190	198 767	206 307	3,8%	6,9%
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	26 019	26 944	30 499	32 685	34 127	34 655	35 067	35 214	37 739	7,2%	10,6%
Provisions sur créances douteuses	11 031	12 286	13 403	15 043	15 520	15 956	16 761	17 717	18 718	5,7%	20,6%
Engagements hors zone d'émission	47 735	70 664	83 262	82 554	103 405	106 848	114 829	114 235	116 658	2,1%	12,8%
Epargne contractuelle	8 414	10 609	11 918	11 848	11 625	11 428	11 393	11 802	11 915	1,0%	2,5%
Divers	13 570	23 468	29 603	26 501	28 238	17 327	20 139	19 799	21 277	7,5%	-24,7%
<b>Total M3</b>	<b>300 223</b>	<b>301 781</b>	<b>328 817</b>	<b>359 103</b>	<b>387 948</b>	<b>387 454</b>	<b>400 835</b>	<b>402 537</b>	<b>390 653</b>	<b>-3,0%</b>	<b>0,7%</b>
<b>Position extérieure nette</b>	<b>8 339</b>	<b>-4 375</b>	<b>-10 831</b>	<b>-2 566</b>	<b>-7 829</b>	<b>-14 191</b>	<b>-9 217</b>	<b>-10 010</b>	<b>-15 034</b>	<b>50,2%</b>	<b>92,0%</b>

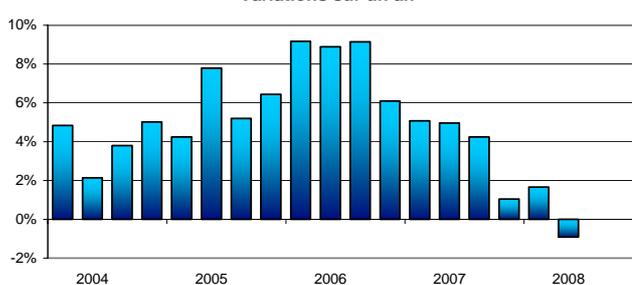
## 2. Les avoirs financiers des agents économiques

Actifs par agent	Montants en millions de XPF									Variations	
	juin-04	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	1 trim	1 an
<b>Sociétés</b>	83 605	81 617	84 949	90 936	99 308	94 722	99 581	100 418	96 809	-3,6%	-2,5%
Dépôts à vue	42 453	40 477	44 785	48 943	50 771	47 598	53 007	52 444	56 570	7,9%	11,4%
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	40 368	40 007	39 912	40 562	47 769	46 566	46 113	46 931	39 196	-16,5%	-17,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0,0%	-9,3%
Placements indexés sur les taux du marché	40 368	40 007	39 912	40 560	47 768	46 565	46 113	46 930	39 195	-16,5%	-17,9%
<i>dont comptes à terme</i>	22 445	22 918	28 386	29 294	35 637	35 113	37 046	37 717	31 726	-15,9%	-11,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	2 912	1 757	3 583	4 825	5 143	3 878	3 022	2 993	2 384	-20,3%	-53,7%
<i>dont certificats de dépôts</i>	8 995	10 405	3 097	2 662	1 687	2 423	1 386	1 629	935	-42,6%	-44,6%
<b>Epargne à long terme</b>	784	1 133	253	1 431	768	560	460	1 043	1 043	0,0%	35,8%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	653	1 117	237	1 300	639	441	330	300	292	-2,7%	-54,4%
<b>Ménages</b>	262 971	267 122	284 149	309 322	316 940	320 601	317 076	317 760	319 041	0,4%	0,7%
Dépôts à vue	62 701	63 918	71 306	72 634	70 960	68 324	72 112	71 646	75 103	4,8%	5,8%
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	140 950	137 307	142 655	161 375	176 222	184 330	182 871	181 996	173 180	-4,8%	-1,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	77 840	76 437	73 541	66 901	60 742	58 125	58 587	79 555	95 095	19,5%	56,6%
<i>Livrets ordinaires</i>	77 620	76 173	73 286	66 647	60 530	57 925	58 381	79 341	94 889	19,6%	56,8%
<i>Comptes d'épargne logement</i>	220	254	255	217	211	200	206	215	206	-4,2%	-2,6%
Placements indexés sur les taux du marché	63 110	60 869	69 114	94 474	115 481	126 205	124 284	102 441	78 085	-23,8%	-32,4%
<i>dont comptes à terme</i>	45 693	48 323	59 654	85 734	104 854	114 005	113 132	91 247	68 547	-24,9%	-34,6%
<i>dont bons de caisse</i>	9 576	7 599	4 965	4 247	4 568	4 788	4 782	4 607	3 703	-19,6%	-18,9%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	7 541	4 703	4 282	4 305	5 897	7 270	6 237	6 489	5 729	-11,7%	-2,8%
<b>Epargne à long terme</b>	59 320	65 897	70 189	75 313	69 758	67 946	62 094	64 118	70 758	10,4%	1,4%
<i>Plans d'épargne logement</i>	8 414	10 609	11 950	11 874	11 625	11 428	11 393	11 802	11 915	1,0%	2,5%
<i>Plans d'épargne populaire</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Autres comptes d'épargne</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Portefeuille-titres</i>	5 569	5 441	4 276	3 566	2 247	2 045	2 750	2 931	4 024	37,3%	79,1%
<i>OPCVM non monétaires</i>	14 853	15 545	14 051	15 833	9 122	7 580	6 250	5 956	6 324	6,2%	-30,7%
<i>Contrats d'assurance-vie</i>	30 484	34 302	39 912	44 040	46 764	46 892	41 700	43 428	48 496	11,7%	3,7%
<b>Autres agents</b>	29 899	35 815	45 394	51 085	57 470	56 435	55 905	58 108	53 544	-7,9%	-6,8%
Dépôts à vue	8 966	10 543	14 195	16 138	19 719	19 775	19 481	22 471	19 012	-15,4%	-3,6%
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	9 869	11 694	17 311	20 168	25 551	23 099	25 020	24 332	22 910	-5,8%	-10,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 980	2 763	2 345	2 160	2 375	2 306	2 375	2 923	3 137	7,3%	32,1%
Placements indexés sur les taux du marché	7 890	8 931	14 966	18 008	23 175	22 367	22 645	21 410	19 773	-7,6%	-14,7%
<i>dont comptes à terme</i>	3 471	3 142	8 815	13 223	17 622	16 700	20 254	20 058	18 884	-5,9%	7,2%
<b>Epargne à long terme</b>	11 063	13 578	13 888	14 780	12 200	11 987	11 404	11 304	11 621	2,8%	-4,7%
<b>TOTAL</b>	376 474	384 554	414 493	451 343	473 718	471 759	472 562	476 285	469 394	-1,4%	-0,9%
Dépôts à vue	114 120	114 938	130 286	137 715	141 450	135 697	144 600	146 561	150 686	2,8%	6,5%
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	191 187	189 008	199 877	222 105	249 542	245 366	254 004	253 259	235 286	-7,1%	-5,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	79 819	79 200	75 886	69 064	63 117	60 431	60 962	82 478	98 232	19,1%	55,6%
Placements indexés sur les taux du marché	111 368	109 807	123 991	153 041	186 424	195 137	193 042	170 781	137 054	-19,7%	-26,5%
<b>Epargne à long terme</b>	71 168	80 608	84 330	91 523	82 726	80 493	73 957	76 465	83 423	9,1%	0,8%

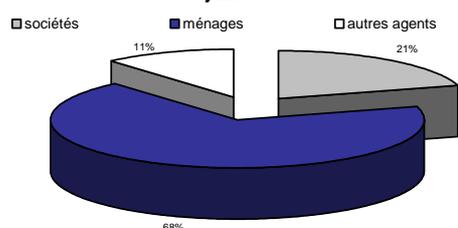
**Total des actifs financiers**



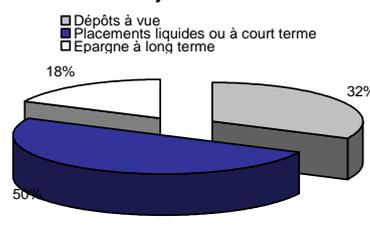
**Variations sur un an**



**Répartition des actifs financiers par agent économique juin-09**

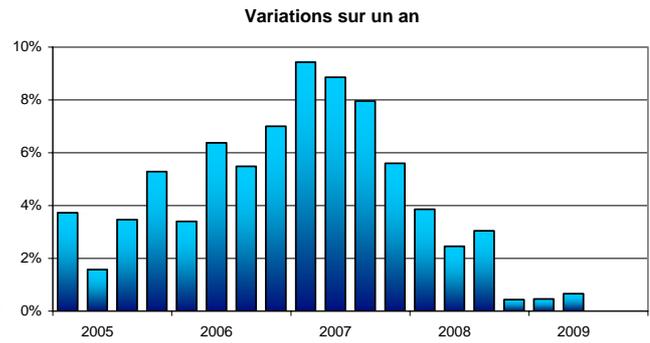
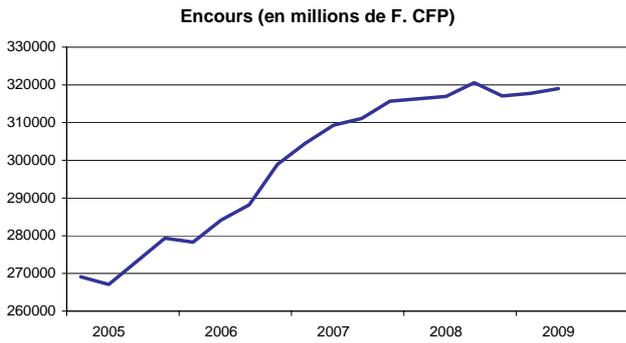


**Répartition des actifs financiers par nature juin-09**

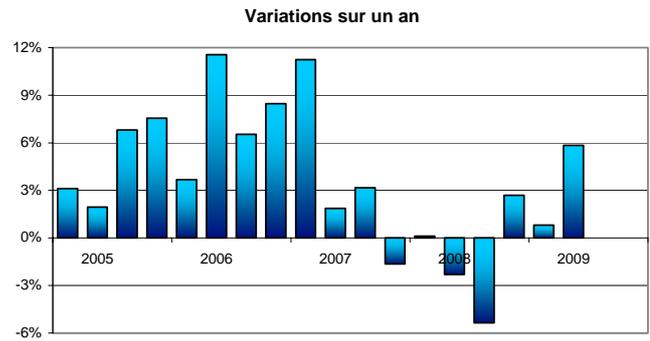


## 2.1 Les avoirs des ménages

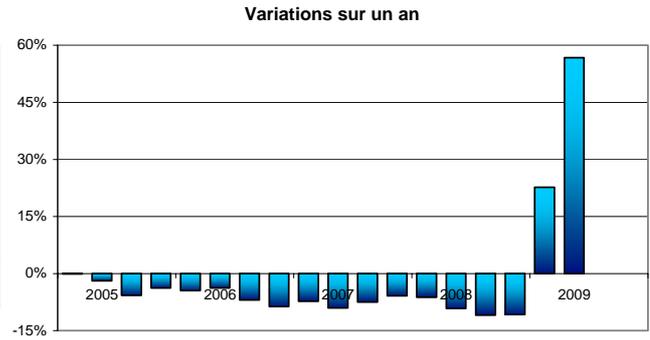
### Total des actifs financiers



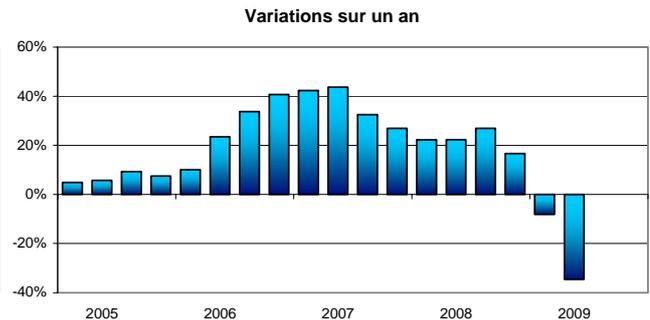
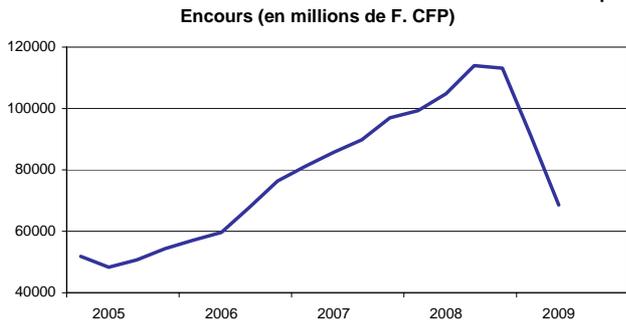
### Dépôts à vue



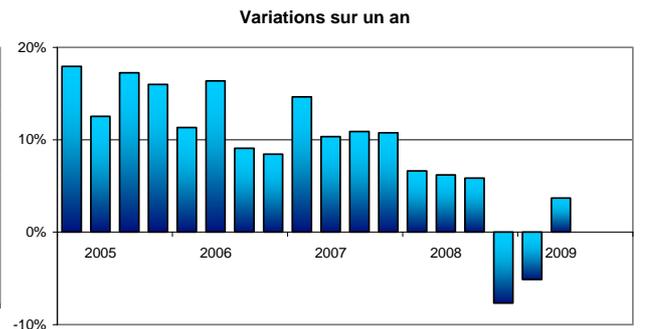
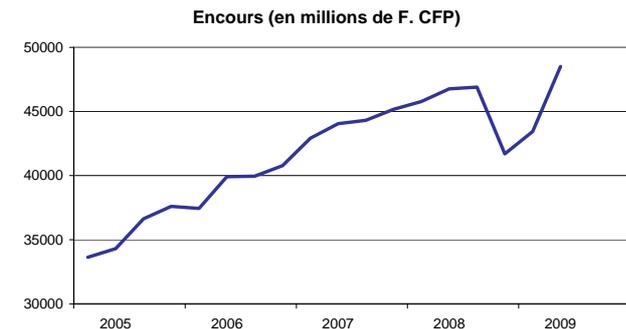
### Livrets ordinaires



### Dépôts à terme

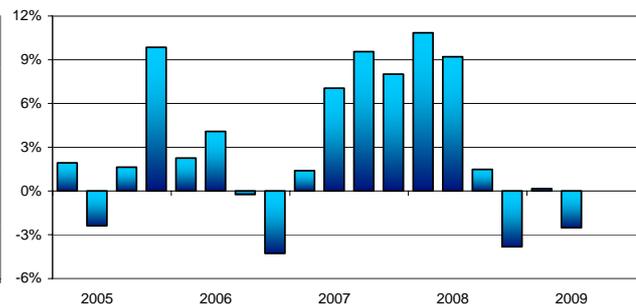
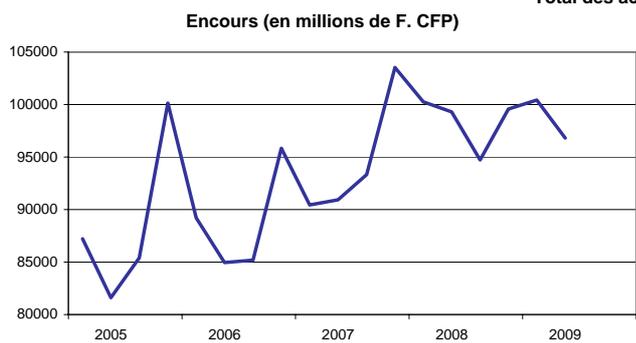


### Contrats d'assurance-vie

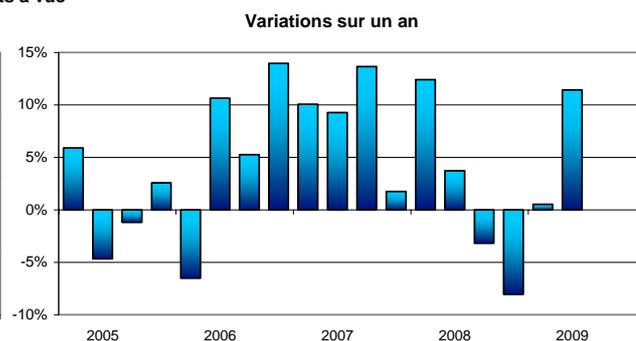
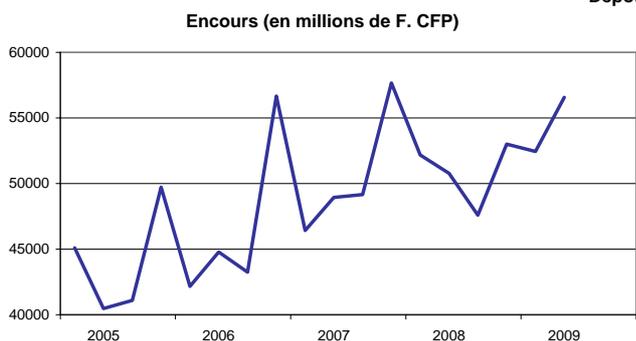


## 2.2 Les avoirs des sociétés

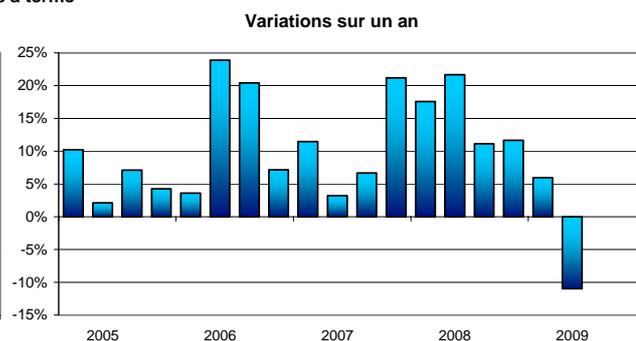
### Total des actifs financiers



### Dépôts à vue



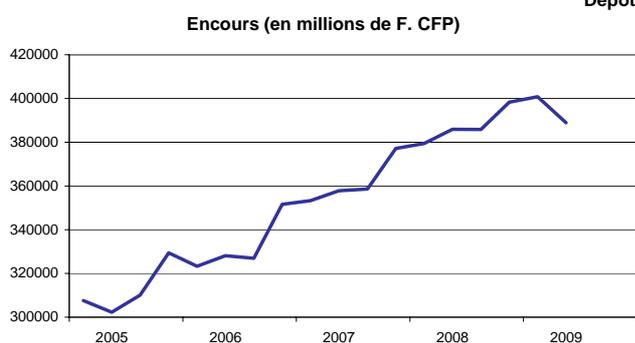
### Dépôts à terme



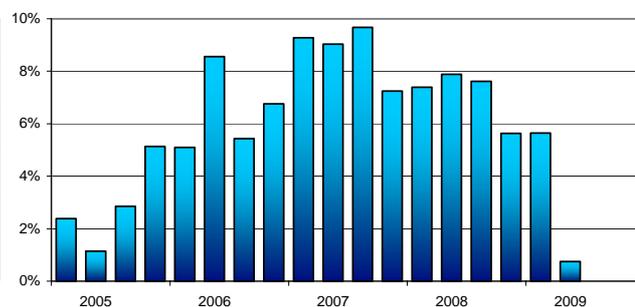
## 2.3 Les avoirs par nature

Actifs par nature	Montants en millions de XPF										Variations	
	juin-04	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	1 trim	1 an	
<b>Dépôts locaux</b>	298 860	302 279	328 132	357 778	385 981	385 882	398 351	400 792	388 887	-3,0%	0,8%	
<b>Dépôts à vue</b>	114 120	114 938	130 286	137 715	141 450	135 697	145 336	146 561	150 686	2,8%	6,5%	
<b>Comptes d'épargne à régime spécial</b>	88 233	89 765	87 865	80 934	74 692	71 859	72 355	94 280	110 147	16,8%	47,5%	
<i>Livrets ordinaires</i>	78 918	77 510	74 205	68 785	62 722	59 003	59 505	80 792	96 546	19,5%	53,9%	
<i>Comptes d'épargne logement</i>	220	254	253	220	217	200	206	215	206	-4,2%	-5,1%	
<i>Plans d'épargne logement</i>	8 414	10 609	11 918	11 913	11 699	11 428	11 393	11 802	11 915	1,0%	1,8%	
<b>Dépôts à terme</b>	71 609	74 382	96 855	128 250	158 113	165 817	169 696	149 022	119 157	-20,0%	-24,6%	
<b>Bons de caisse</b>	15 903	12 789	10 028	8 217	10 040	10 086	9 577	9 299	7 963	-14,4%	-20,7%	
<b>Titres de créances négociables</b>	8 995	10 405	3 097	2 662	1 687	2 423	1 386	1 629	935	-42,6%	-44,6%	
<b>Epargne hors zone d'émission</b>	77 614	82 275	86 361	93 565	87 737	85 877	74 211	75 494	80 507	6,6%	-8,2%	
<i>Actions</i>	2 402	2 665	2 717	3 212	2 189	1 968	1 692	1 627	2 074	27,5%	-5,2%	
<i>Obligations</i>	3 310	3 057	1 782	605	245	248	1 232	2 084	2 740	31,5%	ns	
<i>OPCVM monétaires</i>	14 861	12 232	14 011	13 911	16 585	16 812	11 647	10 831	8 999	-16,9%	-45,7%	
<i>OPCVM non monétaires</i>	26 559	29 965	27 940	31 753	21 903	19 956	17 941	17 524	18 198	3,8%	-16,9%	
<i>Contrats d'assurance-vie</i>	30 484	34 302	39 912	44 040	46 764	46 892	41 700	43 428	48 496	11,7%	3,7%	
<b>TOTAL</b>	<b>376 474</b>	<b>384 554</b>	<b>414 493</b>	<b>451 343</b>	<b>473 718</b>	<b>471 759</b>	<b>472 562</b>	<b>476 285</b>	<b>469 394</b>	<b>-1,4%</b>	<b>-0,9%</b>	

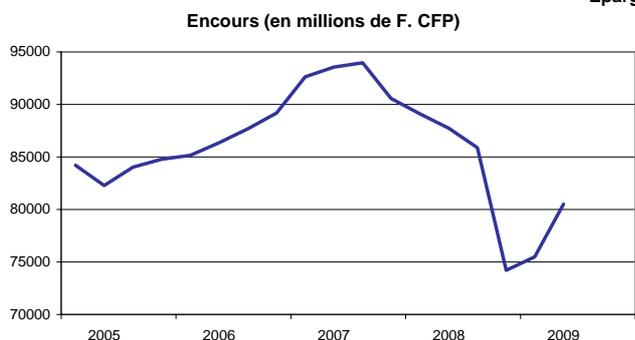
Dépôts locaux



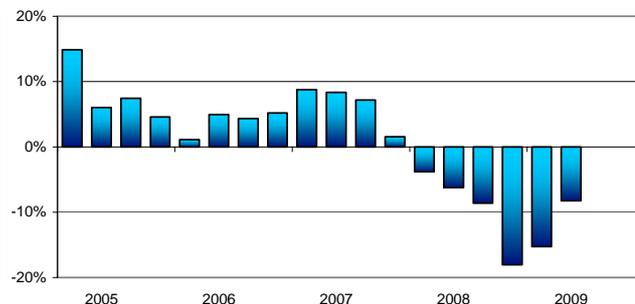
Variations sur un an



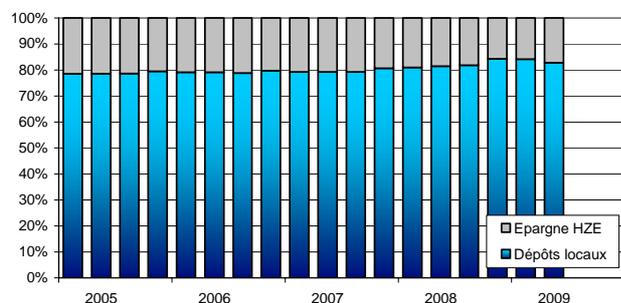
Epargne HZE



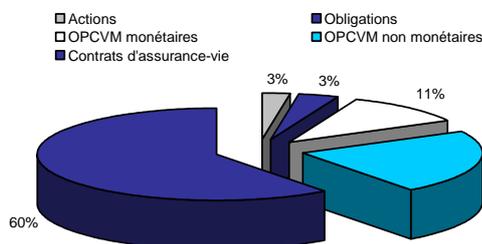
Variations sur un an



Répartition dépôts locaux / épargne HZE



Répartition de l'épargne HZE  
juin-09

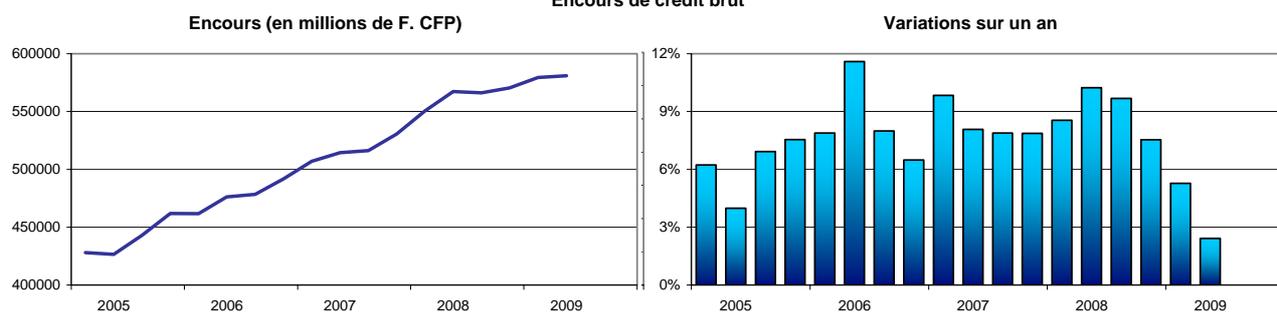


## 3. L'endettement des agents économiques

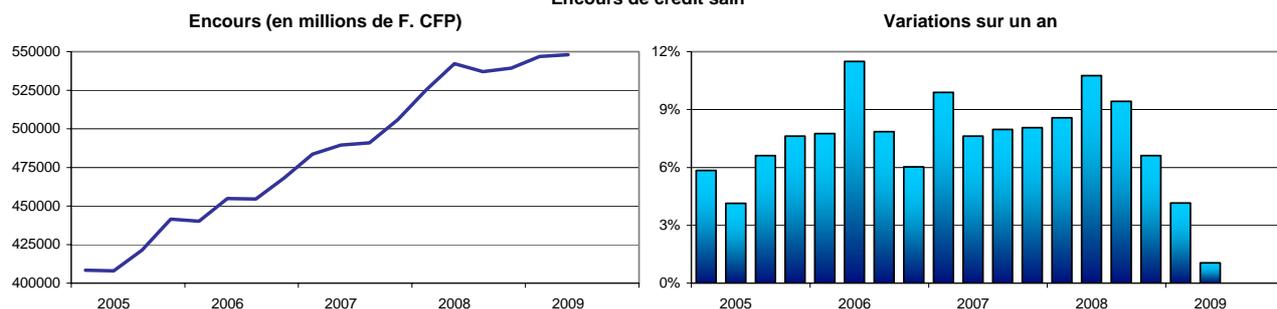
### 3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit

Les concours de tous les établissements	Montants en millions de XPF									Variations	
	juin-04	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	1 trim	1 an
<b>Entreprises</b>	<b>137 754</b>	<b>145 490</b>	<b>165 293</b>	<b>172 010</b>	<b>191 533</b>	<b>191 375</b>	<b>188 311</b>	<b>186 304</b>	<b>183 125</b>	<b>-1,7%</b>	<b>-4,4%</b>
Crédits d'exploitation	51 740	55 223	70 954	69 650	77 874	76 651	71 527	72 422	69 412	-4,2%	-10,9%
Créances commerciales	3 395	3 194	3 669	4 083	4 591	4 510	4 175	3 654	3 600	-1,5%	-21,6%
Crédits de trésorerie	34 813	38 655	37 052	37 888	42 824	43 241	42 359	42 271	40 351	-4,5%	-5,8%
dont entrepreneurs individuels	5 074	5 372	5 021	5 427	4 982	4 488	4 695	4 534	4 479	-1,2%	-10,1%
Comptes ordinaires débiteurs	13 531	13 374	30 233	27 679	30 460	28 900	24 994	26 498	25 461	-3,9%	-16,4%
Affacturage	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits d'investissement	51 756	55 517	54 168	64 744	67 751	68 424	69 699	66 926	67 145	0,3%	-0,9%
Crédits à l'équipement	49 886	53 212	51 942	60 348	65 658	66 270	67 655	64 934	65 236	0,5%	-0,6%
dont entrepreneurs individuels	5 263	5 134	4 950	5 426	5 950	5 820	5 857	5 724	5 588	-2,4%	-6,1%
Crédit-bail	1 871	2 305	2 226	4 396	2 093	2 155	2 045	1 992	1 909	-4,1%	-8,8%
Crédits à l'habitat	9 048	10 944	12 795	14 151	18 911	19 661	20 388	20 986	21 247	1,2%	12,4%
Autres crédits	25 210	23 806	27 376	23 465	26 996	26 639	26 696	25 970	25 320	-2,5%	-6,2%
<b>Ménages</b>	<b>186 539</b>	<b>202 054</b>	<b>213 050</b>	<b>237 810</b>	<b>255 083</b>	<b>259 757</b>	<b>263 593</b>	<b>263 431</b>	<b>264 954</b>	<b>0,6%</b>	<b>3,9%</b>
Crédits à la consommation	73 683	80 978	79 560	93 261	101 195	103 163	104 286	103 262	102 569	-0,7%	1,4%
Crédits de trésorerie	66 534	71 787	69 188	84 526	93 305	94 796	96 401	95 689	95 050	-0,7%	1,9%
Comptes ordinaires débiteurs	4 720	5 045	7 514	5 763	4 947	5 309	5 024	4 889	4 961	1,5%	0,3%
Crédit-bail	2 429	4 146	2 858	2 972	2 943	3 058	2 861	2 684	2 558	-4,7%	-13,1%
Crédits à l'habitat	107 480	115 373	125 430	136 276	146 803	149 504	152 433	153 783	156 315	1,6%	6,5%
Autres crédits	5 376	5 702	8 060	8 274	7 086	7 090	6 874	6 386	6 070	-5,0%	-14,3%
<b>Collectivités locales</b>	<b>61 140</b>	<b>53 355</b>	<b>67 169</b>	<b>66 688</b>	<b>81 222</b>	<b>72 888</b>	<b>70 819</b>	<b>79 561</b>	<b>82 968</b>	<b>4,3%</b>	<b>2,1%</b>
Crédits d'exploitation	2 920	3 259	5 341	3 009	3 684	4 525	1 238	2 656	1 329	-50,0%	-63,9%
Crédits de trésorerie	2 561	3 256	3 465	2 834	3 479	3 126	926	2 512	1 078	-57,1%	-69,0%
Comptes ordinaires débiteurs	359	3	1 876	175	205	1 399	312	144	251	74,8%	22,5%
Crédits d'investissement	55 790	44 840	57 542	60 591	74 748	65 482	66 718	74 199	78 962	6,4%	5,6%
Crédits à l'équipement	55 790	44 840	57 542	60 591	74 748	65 478	66 714	74 196	78 958	6,4%	5,6%
Crédit-bail	0	0	0	0	0	4	4	4	3	-6,4%	
Crédits à l'habitat	605	812	1 197	1 834	1 795	1 794	1 824	1 823	1 801	-1,2%	0,3%
Autres crédits	1 825	4 444	3 089	1 254	996	1 086	1 039	883	877	-0,7%	-11,9%
<b>Autres agents de CCB non ventilés</b>	<b>6 319</b>	<b>7 066</b>	<b>9 364</b>	<b>13 049</b>	<b>14 412</b>	<b>13 110</b>	<b>16 672</b>	<b>17 633</b>	<b>16 931</b>	<b>-4,0%</b>	<b>17,5%</b>
<b>Total encours sain</b>	<b>391 753</b>	<b>407 966</b>	<b>454 875</b>	<b>489 558</b>	<b>542 250</b>	<b>537 130</b>	<b>539 396</b>	<b>546 929</b>	<b>547 978</b>	<b>0,2%</b>	<b>1,1%</b>
Créances douteuses brutes	18 520	18 641	21 199	24 919	24 916	29 002	31 091	32 537	32 910	1,1%	32,1%
Créances douteuses nettes	7 072	6 355	7 796	9 457	9 286	12 936	14 220	14 710	14 083	-4,3%	51,7%
dont entreprises	3 706	2 735	3 869	4 312	4 052	7 525	9 058	8 213	8 214	0,0%	102,7%
dont ménages	3 272	3 216	3 845	5 138	5 228	5 406	5 162	6 397	5 867	-8,3%	12,2%
Provisions	11 448	12 286	13 403	15 462	15 630	16 066	16 871	17 827	18 828	5,6%	20,5%
<b>Total encours brut</b>	<b>410 273</b>	<b>426 607</b>	<b>476 074</b>	<b>514 477</b>	<b>567 166</b>	<b>566 132</b>	<b>570 487</b>	<b>579 466</b>	<b>580 888</b>	<b>0,2%</b>	<b>2,4%</b>
Taux de créances douteuses	4,5%	4,4%	4,5%	4,8%	4,4%	5,1%	5,4%	5,6%	5,7%	0,1 pt	1,3 pt
Taux de provisionnement	61,8%	65,9%	63,2%	62,0%	62,7%	55,4%	54,3%	54,8%	57,2%	2,4 pts	-5,5 pts

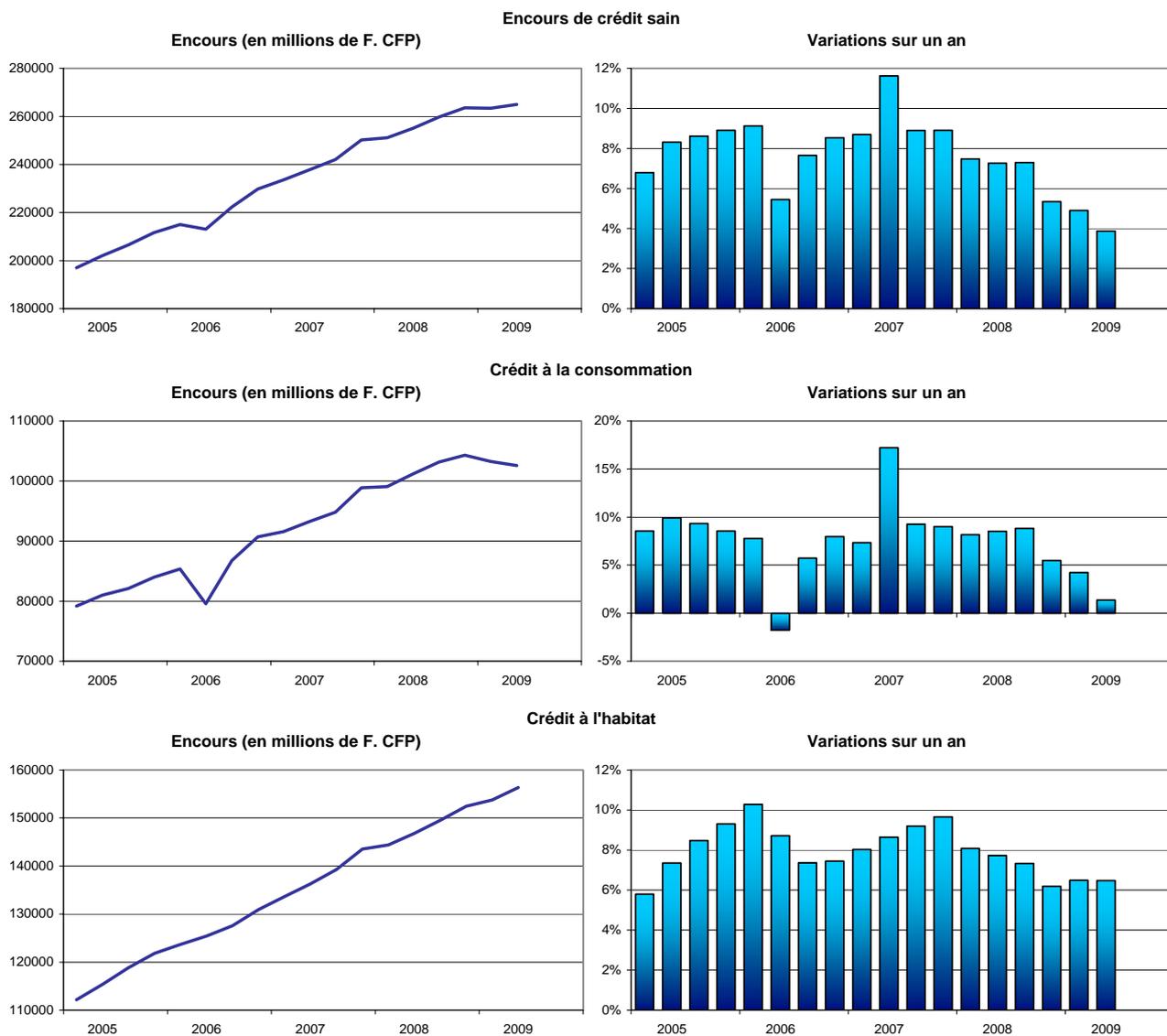
Encours de crédit brut



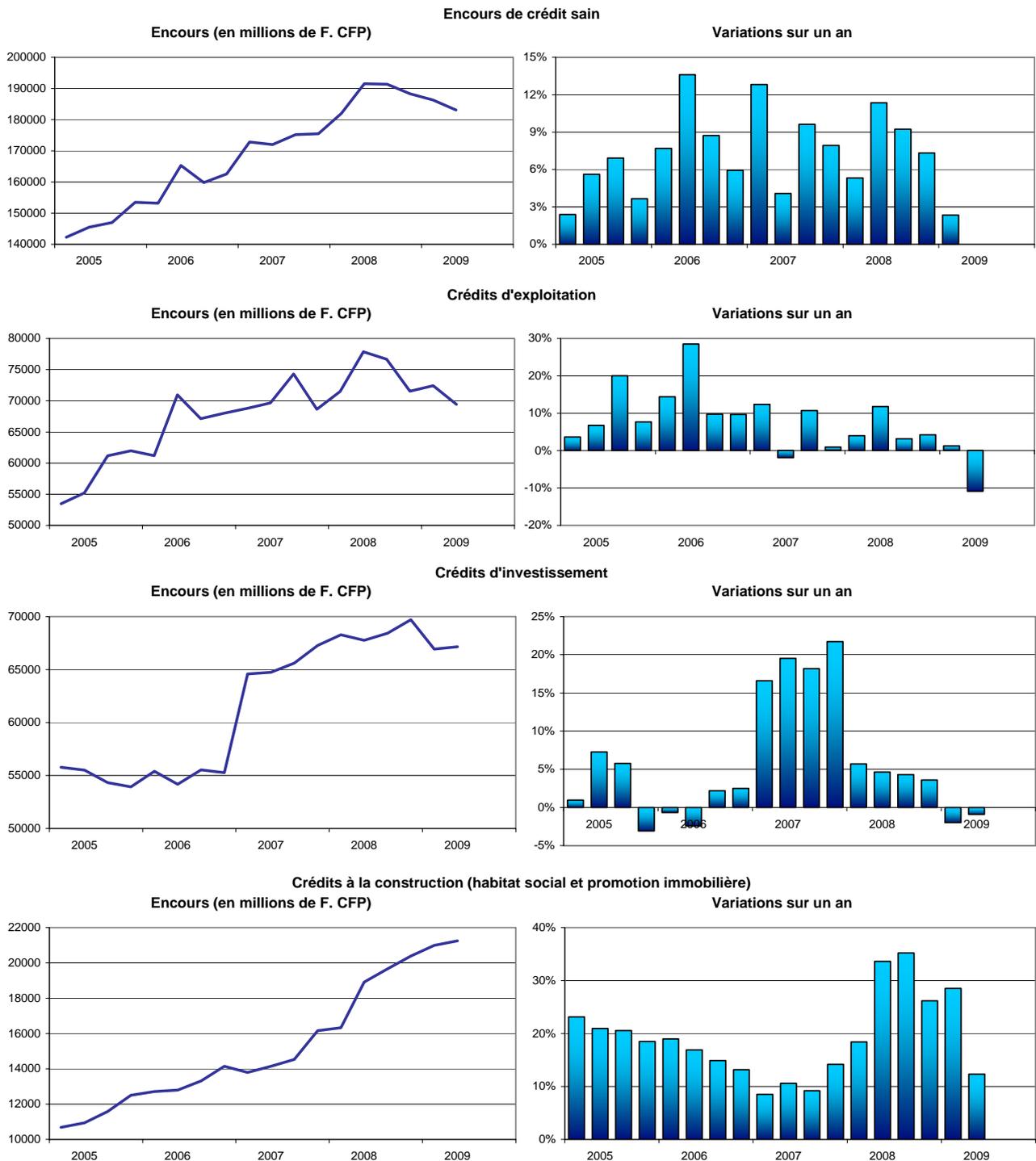
Encours de crédit sain



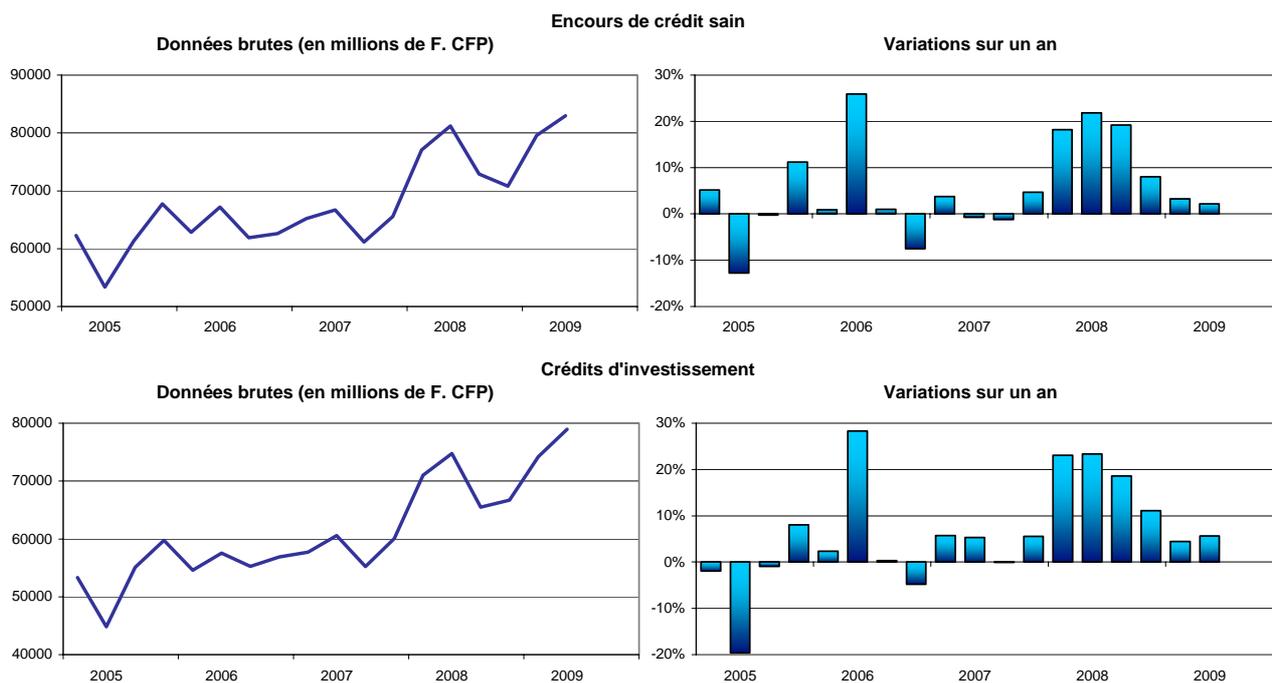
## L'endettement des ménages



## L'endettement des entreprises



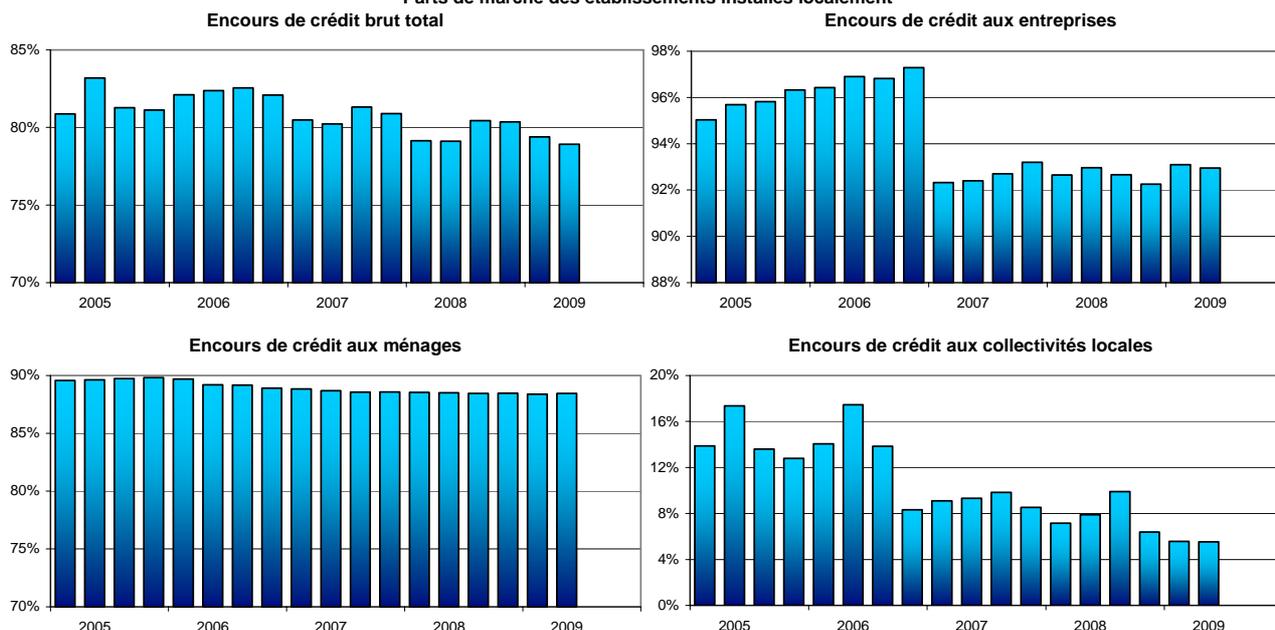
## L'endettement des collectivités locales



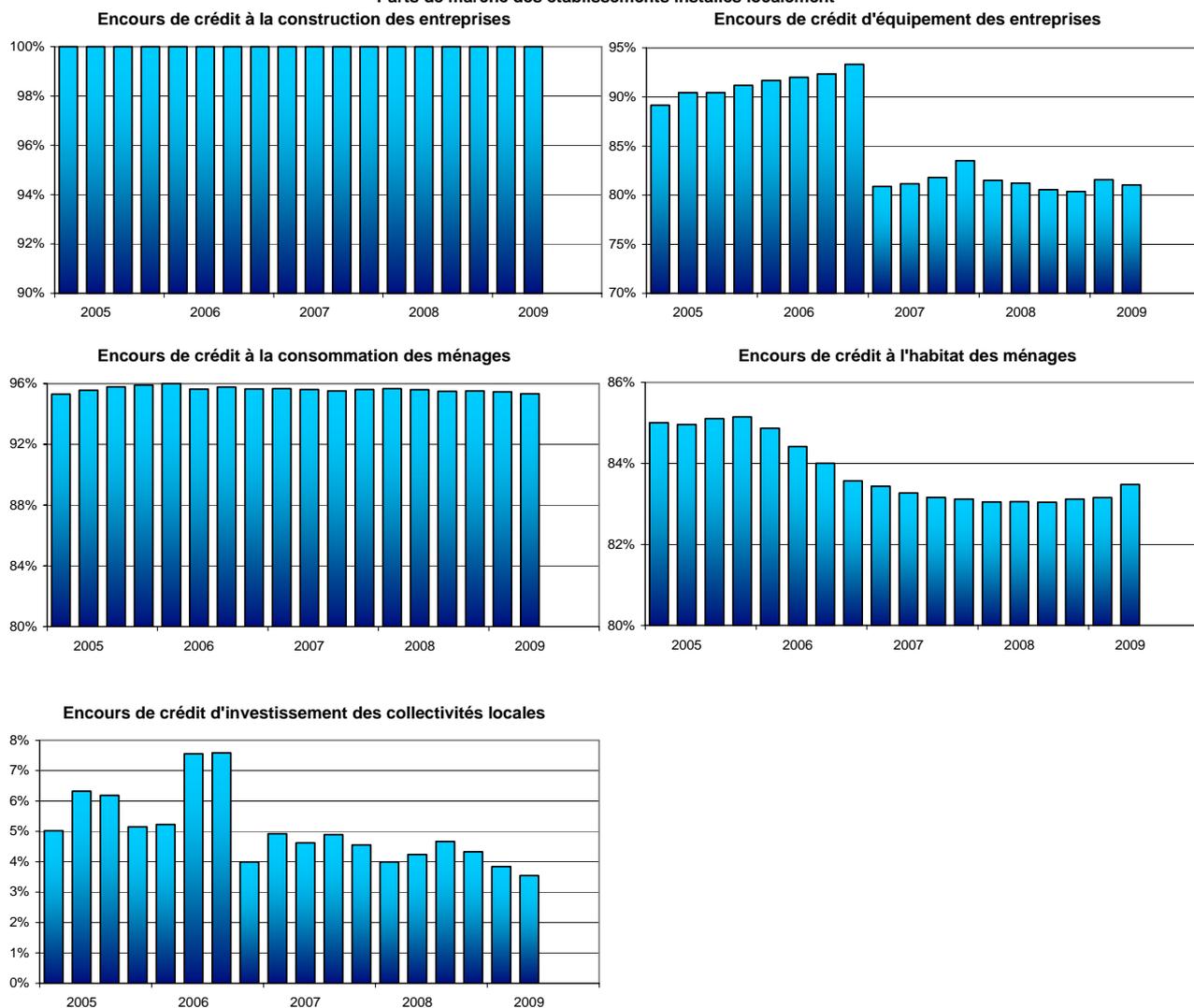
## 3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux

Les concours des établissements locaux	Montants en millions de XPF									Variations	
	juin-04	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	sept-08	déc-08	mars-09	juin-09	1 trim	1 an
<b>Entreprises</b>	<b>132 226</b>	<b>139 224</b>	<b>160 171</b>	<b>158 932</b>	<b>178 058</b>	<b>177 320</b>	<b>173 721</b>	<b>173 409</b>	<b>170 207</b>	<b>-1,8%</b>	<b>-4,4%</b>
Crédits d'exploitation	51 740	55 223	70 954	69 409	77 608	76 336	70 998	72 222	69 228	-4,1%	-10,8%
Créances commerciales	3 395	3 194	3 669	4 083	4 591	4 510	4 175	3 654	3 600	-1,5%	-21,6%
Crédits de trésorerie	34 813	38 655	37 052	37 716	42 699	43 115	42 359	42 271	40 351	-4,5%	-5,5%
dont entrepreneurs individuels	5 074	5 372	5 021	5 427	4 982	4 488	4 695	4 534	4 479	-1,2%	-10,1%
Comptes ordinaires débiteurs	13 531	13 374	30 233	27 611	30 318	28 711	24 465	26 298	25 276	-3,9%	-16,6%
Affacturation	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits d'investissement	47 368	50 213	49 843	52 544	55 026	55 126	56 026	54 592	54 413	-0,3%	-1,1%
Crédits à l'équipement	45 497	47 909	47 617	50 398	53 297	53 333	54 324	52 928	52 807	-0,2%	-0,9%
dont entrepreneurs individuels	5 263	5 134	4 950	5 414	5 934	5 805	5 843	5 718	5 582	-2,4%	-5,9%
Crédit-bail	1 871	2 305	2 226	2 146	1 729	1 793	1 702	1 663	1 606	-3,4%	-7,1%
Crédits à l'habitat	9 048	10 944	12 795	14 151	18 911	19 661	20 388	20 986	21 247	1,2%	12,4%
Autres crédits	24 070	22 844	26 578	22 828	26 513	26 196	26 308	25 609	25 320	-1,1%	-4,5%
	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>Ménages</b>	<b>167 211</b>	<b>181 085</b>	<b>190 032</b>	<b>210 918</b>	<b>225 760</b>	<b>229 749</b>	<b>233 194</b>	<b>232 847</b>	<b>234 342</b>	<b>0,6%</b>	<b>3,8%</b>
Crédits à la consommation	69 437	77 379	76 088	89 165	96 748	98 509	99 619	98 582	97 784	-0,8%	1,1%
Crédits de trésorerie	62 288	68 188	65 716	80 430	88 858	90 142	91 734	91 011	90 265	-0,8%	1,6%
Comptes ordinaires débiteurs	4 720	5 045	7 514	5 763	4 947	5 309	5 024	4 888	4 961	1,5%	0,3%
Crédit-bail	2 429	4 146	2 858	2 972	2 943	3 058	2 861	2 684	2 558	-4,7%	-13,1%
Crédits à l'habitat	92 418	98 021	105 885	113 480	121 926	124 150	126 700	127 878	130 489	2,0%	7,0%
Autres crédits	5 356	5 685	8 060	8 274	7 086	7 090	6 874	6 386	6 070	-5,0%	-14,3%
	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>Collectivités locales</b>	<b>5 024</b>	<b>9 264</b>	<b>11 722</b>	<b>6 218</b>	<b>6 407</b>	<b>7 226</b>	<b>4 520</b>	<b>4 439</b>	<b>4 594</b>	<b>3,5%</b>	<b>-28,3%</b>
Crédits d'exploitation	2 920	3 259	5 341	3 009	2 855	3 697	1 126	1 224	1 329	8,6%	-53,5%
Crédits de trésorerie	2 561	3 256	3 465	2 834	2 650	2 297	814	1 080	1 078	-0,2%	-59,3%
Comptes ordinaires débiteurs	359	3	1 876	175	205	1 399	312	144	251	74,8%	22,5%
Crédits d'investissement	1 736	2 833	4 345	2 798	3 170	3 058	2 885	2 848	2 801	-1,6%	-11,6%
Crédits à l'équipement	1 736	2 833	4 345	2 798	3 170	3 058	2 885	2 848	2 801	-1,6%	-11,6%
Crédit-bail	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	0	0	0	74	71	70	69	68	67	-1,6%	-5,4%
Autres crédits	368	3 172	2 036	336	311	401	440	299	397	32,9%	27,6%
	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>Autres agents de CCB non ventilés</b>	<b>6 319</b>	<b>7 066</b>	<b>9 364</b>	<b>12 883</b>	<b>14 232</b>	<b>12 680</b>	<b>16 501</b>	<b>17 204</b>	<b>16 753</b>	<b>-2,6%</b>	<b>17,7%</b>
	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>Total encours sain</b>	<b>310 780</b>	<b>336 639</b>	<b>371 289</b>	<b>388 952</b>	<b>424 457</b>	<b>426 974</b>	<b>427 935</b>	<b>427 899</b>	<b>425 897</b>	<b>-0,5%</b>	<b>0,3%</b>
Créances douteuses brutes	16 672	18 235	20 745	23 769	24 219	28 416	30 461	32 160	32 501	1,1%	34,2%
Créances douteuses nettes	5 641	5 949	7 341	8 726	8 699	12 460	13 700	14 443	13 783	-4,6%	58,4%
dont entreprises	2 898	2 723	3 664	3 869	3 709	7 252	8 812	8 213	8 214	0,0%	121,5%
dont ménages	2 649	2 998	3 595	4 849	4 984	5 203	4 888	6 130	5 567	-9,2%	11,7%
Provisions	11 031	12 286	13 403	15 043	15 520	15 956	16 761	17 717	18 718	5,7%	20,6%
<b>Total encours brut</b>	<b>327 452</b>	<b>354 875</b>	<b>392 033</b>	<b>412 721</b>	<b>448 675</b>	<b>455 391</b>	<b>458 396</b>	<b>460 058</b>	<b>458 398</b>	<b>-0,4%</b>	<b>2,2%</b>
	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Taux de créances douteuses	5,1%	5,1%	5,3%	5,8%	5,4%	6,2%	6,6%	7,0%	7,1%	0,1 pt	1,7 pt
Taux de provisionnement	66,2%	67,4%	64,6%	63,3%	64,1%	56,2%	55,0%	55,1%	57,6%	2,5 pts	-6,5 pts

### Parts de marché des établissements installés localement



## Parts de marché des établissements installés localement

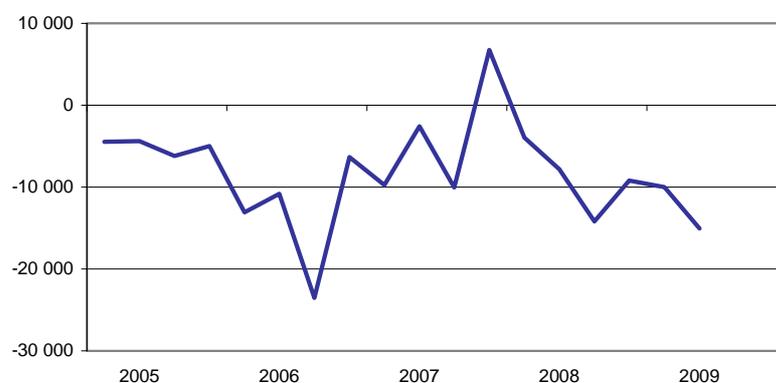


## 4. Le financement des crédits bancaires

### 4.1 L'équilibre emploi-ressources

Equilibre emplois - ressources	Montants en millions de XPF									Variations	
	juin-04	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	1 trim	1 an
<b>Emplois</b>	<b>345 574</b>	<b>362 188</b>	<b>404 584</b>	<b>425 392</b>	<b>463 354</b>	<b>469 993</b>	<b>473 279</b>	<b>477 438</b>	<b>474 643</b>	<b>-0,6%</b>	<b>2,4%</b>
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits bruts	327 892	354 875	392 737	412 918	448 762	455 417	458 429	460 294	458 510	-0,4%	2,2%
Réserves obligatoires et libres	9 343	7 313	11 847	12 474	14 592	14 576	14 851	17 144	16 133	-5,9%	10,6%
Position extérieure nette des EC (si positive)	8 339	0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>Ressources</b>	<b>345 574</b>	<b>362 188</b>	<b>404 584</b>	<b>425 395</b>	<b>463 354</b>	<b>469 993</b>	<b>473 281</b>	<b>477 438</b>	<b>474 643</b>	<b>-0,6%</b>	<b>2,4%</b>
Dépôts collectés (- encaisses)	289 396	291 937	314 660	343 929	372 471	372 305	384 949	386 363	375 073	-2,9%	0,7%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	37 050	39 230	43 902	47 728	49 647	50 611	51 828	52 931	56 457	6,7%	13,7%
Excédent des opérations diverses des EC	14 097	20 515	28 685	25 167	30 533	30 842	24 483	25 282	25 393	0,4%	-16,8%
Réesc compte	5 032	6 131	6 505	6 004	2 873	2 045	2 803	2 852	2 685	-5,9%	-6,5%
Position extérieure nette des EC (si négative)	0	4 375	10 831	2 566	7 829	14 191	9 217	10 010	15 034	50,2%	92,0%

Position extérieure nette (en millions de F CFP)

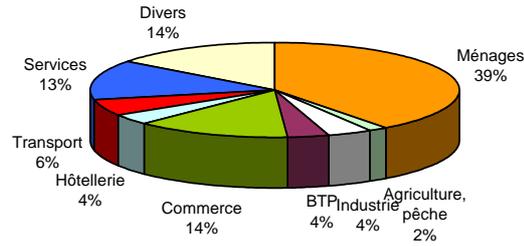


### 4.2 Le réesc compte

Cotation et réesc compte	Montants en millions de XPF									Variations	
	juin-04	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	1 trim	1 an
<b>Cotation</b>											
Nombre d'entreprises cotées	4 066	4 386	4 591	4 745	4 457	4 520	4 472	4 521	4 670	<b>3,3%</b>	<b>4,8%</b>
Nombre d'entreprises cotées et éligibles	1 645	1 657	1 741	1 495	1 575	1 124	1 454	1 571	1 650	5,0%	4,8%
Taux d'éligibilité	40%	38%	38%	32%	35%	25%	33%	35%	35%		
<b>Refinancement</b>	<b>6 432</b>	<b>7 694</b>	<b>7 693</b>	<b>6 004</b>	<b>5 080</b>	<b>4 825</b>	<b>5 303</b>	<b>5 321</b>	<b>4 458</b>	<b>-16,2%</b>	<b>-12,2%</b>
Engagements à court terme	2 414	2 363	2 445	2 660	2 311	2 361	2 744	2 803	2 188	-21,9%	-5,3%
Engagements à moyen terme	4 018	5 331	5 248	3 344	2 769	2 464	2 559	2 518	2 270	-9,9%	-18,0%

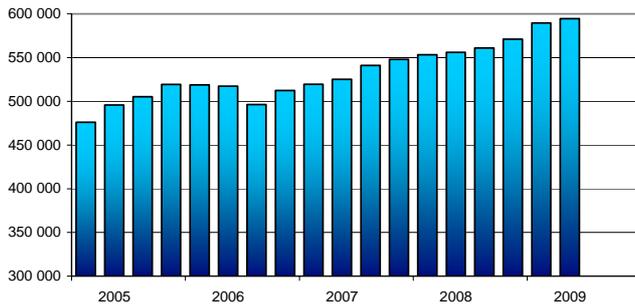
## 5. Les engagements sectoriels

Répartition des engagements par secteur

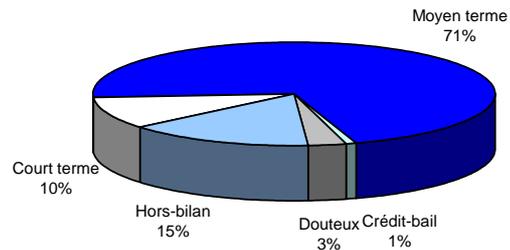


### EVOLUTION GLOBALE DES RISQUES DECLARES AU SCR

Encours (en millions de F. CFP)

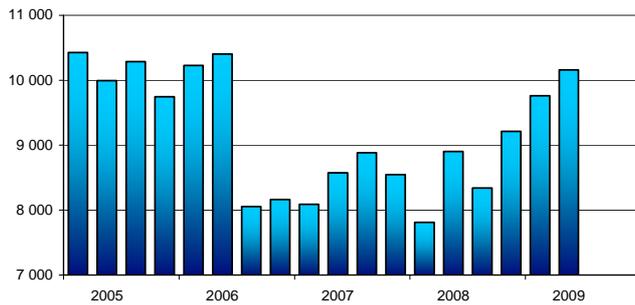


Structure en %

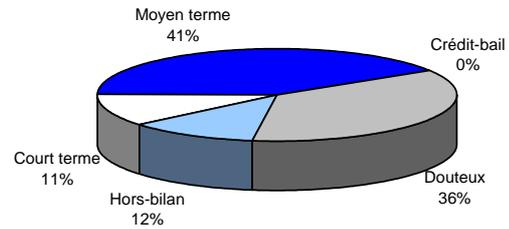


### AGRICULTURE, PECHE, ELEVAGE

Encours (en millions de F. CFP)

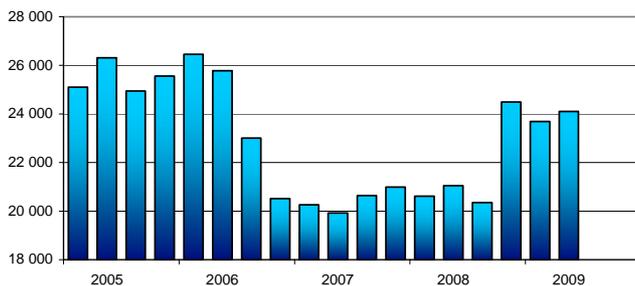


Variations sur un an

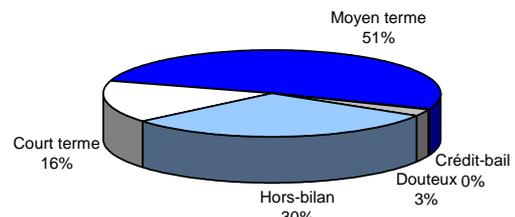


### INDUSTRIE

Encours (en millions de F. CFP)

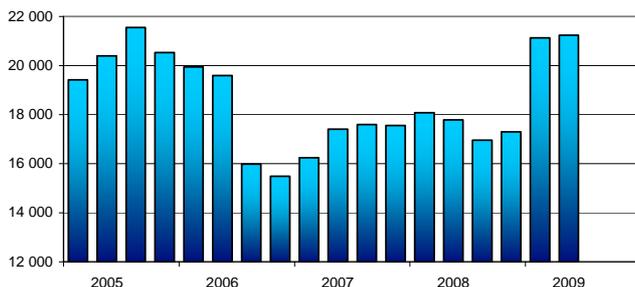


Variations sur un an

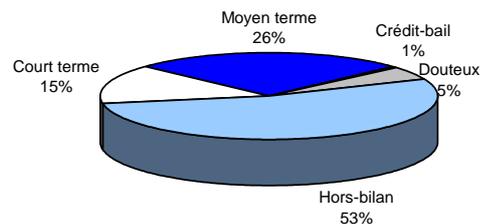


### BTP

Encours (en millions de F. CFP)



Variations sur un an



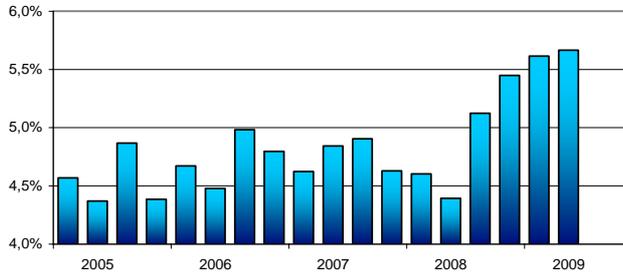


## 6. Les indicateurs de vulnérabilité

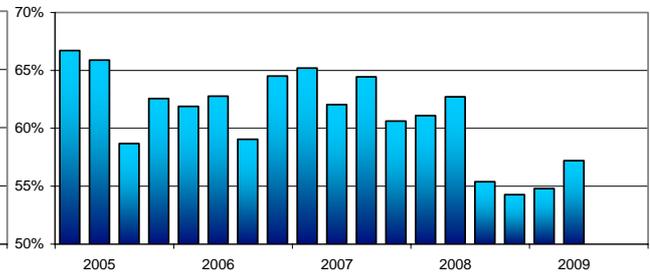
### 6.1 Les indicateurs globaux

Ensemble des établissements de crédit

Taux de créances douteuses brutes

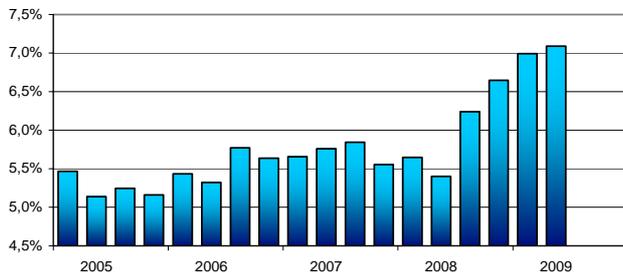


Taux de provisionnement

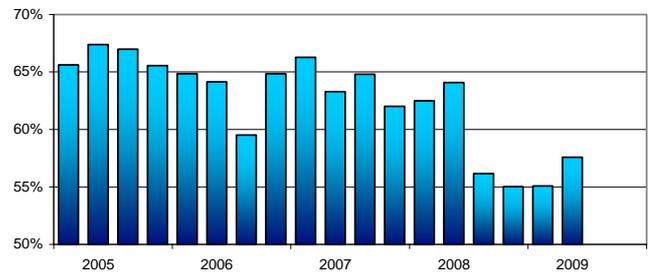


Etablissements de crédit locaux

Taux de créances douteuses brutes



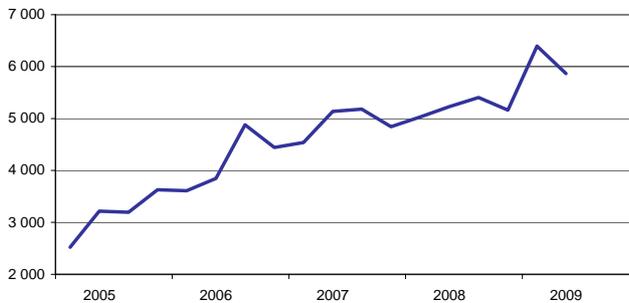
Taux de provisionnement



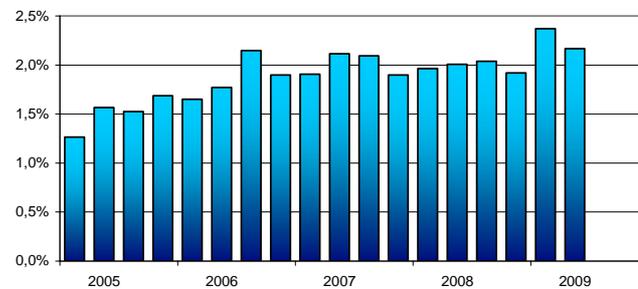
### 6.2 La vulnérabilité des ménages

Créances douteuses des ménages

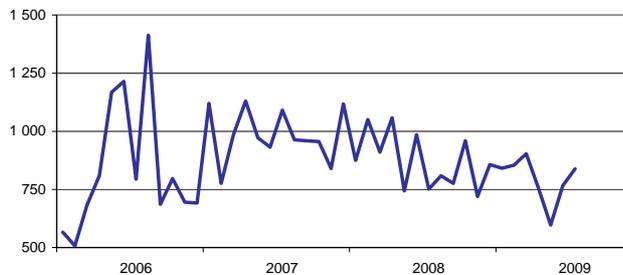
Encours (en millions de F. CFP)



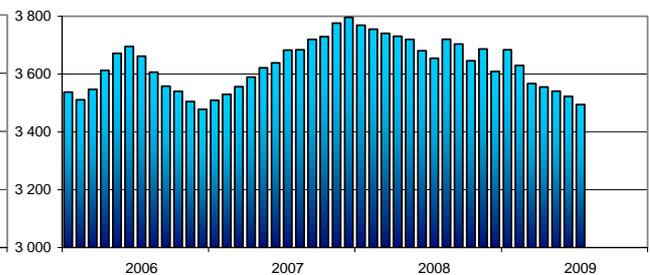
Taux de créances douteuses



Incidents de paiement sur chèques

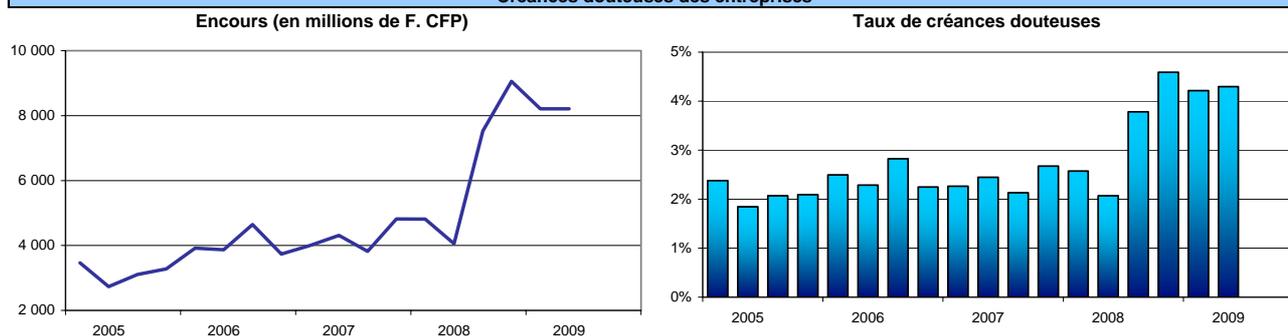


Personnes physiques interdites bancaires  
(Stock en fin de mois)



## 6.3 La vulnérabilité des entreprises

### Créances douteuses des entreprises



## 7. Les échanges de valeurs

Echanges de valeurs	juin-04	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	Variations	
										1 trim	1 an
<b>En nombre</b>	<b>2 873 024</b>	<b>2 978 700</b>	<b>3 030 886</b>	<b>3 063 770</b>	<b>3 176 435</b>	<b>3 117 717</b>	<b>3 315 592</b>	<b>3 022 731</b>	<b>3 063 900</b>	<b>1,4%</b>	<b>-3,5%</b>
Chèques	1 564 537	1 587 000	1 541 084	1 515 027	1 514 572	1 481 028	1 539 401	1 384 646	1 400 119	1,1%	-7,6%
Virements	351 080	370 146	375 335	411 239	439 202	447 716	465 365	444 444	445 293	0,2%	1,4%
Effets et avis de prélèvements	370 105	385 218	434 756	429 734	476 682	438 802	491 702	458 602	463 112	1,0%	-2,8%
Opérations monétiques	544 926	597 891	629 984	654 400	700 035	704 609	774 098	686 845	708 898	3,2%	1,3%
Autres	42 376	38 445	49 727	53 370	45 944	45 562	45 026	48 194	46 478	-3,6%	1,2%
<b>En millions de F CFP</b>	<b>236 793</b>	<b>237 399</b>	<b>242 211</b>	<b>271 118</b>	<b>283 974</b>	<b>295 110</b>	<b>318 237</b>	<b>272 980</b>	<b>275 014</b>	<b>0,7%</b>	<b>-3,2%</b>
Chèques	123 481	120 892	117 141	128 882	128 856	136 058	145 859	117 512	121 961	3,8%	-5,4%
Virements	94 877	96 841	103 353	118 705	131 493	135 303	146 903	131 130	129 780	-1,0%	-1,3%
Effets et avis de prélèvements	11 610	11 937	13 465	14 051	14 995	15 056	16 070	15 900	15 194	-4,4%	1,3%
Opérations monétiques	4 993	5 726	6 090	7 008	6 501	6 566	7 366	6 206	6 441	3,8%	-0,9%
Autres	1 832	2 003	2 161	2 472	2 128	2 126	2 039	2 232	1 638	-26,6%	-23,0%

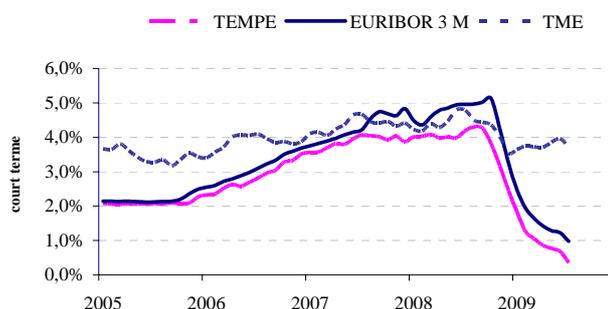
## 8. Rappel des taux

### 8.1 Les taux réglementés

TAUX D'INTERVENTION DE L'IEOM	
Taux de la facilité de dépôt	0,50%
Taux de réescompte des crédits aux entreprises	1,25%
Taux de réescompte des prêts bancaires au logement	3,00%
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75%
Taux de l'escompte de chèque	1,75%

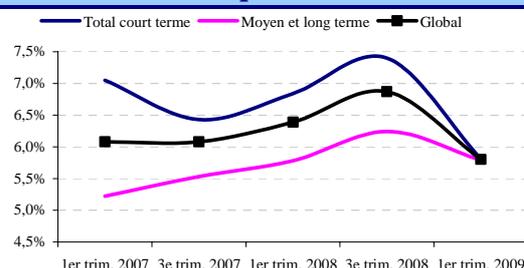
TAUX D'INTERET LEGAL	
ANNEE 2007 (JORF du 21/02/2007)	2,95%
ANNEE 2008 (JORF du 23/02/2008)	3,99%
ANNEE 2009 (JORF du 11/02/2009)	3,79%

### 8.2 Les principaux taux de marché



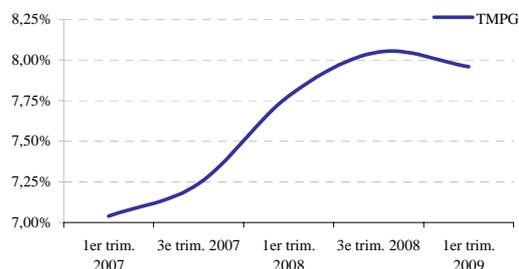
### 8.3 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux entreprises

	1er trim. 2007	3e trim. 2007	1er trim. 2008	3e trim. 2008	1er trim. 2009	Variation annuelle
Total court terme	7,05%	6,43%	6,84%	7,40%	5,81%	-103 pb
Moyen et long terme	5,22%	5,53%	5,78%	6,24%	5,79%	1 pb
Global	6,08%	6,08%	6,39%	6,87%	5,80%	-59 pb



### 8.4 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux particuliers

	1er trim. 2007	3e trim. 2007	1er trim. 2008	3e trim. 2008	1er trim. 2009	Variation annuelle
Prêts immobiliers	5,34%	5,52%	5,98%	6,20%	6,03%	5 pb
Prêts immobiliers relais	-	5,23%	5,99%	6,41%	6,63%	-
Prêts personnels <181920 FC FP	14,58%	14,48%	11,80%	13,50%	12,00%	20 pb
Découverts	9,30%	9,00%	9,34%	9,99%	9,97%	63 pb
Prêts personnels >181920 FC FP	7,46%	7,74%	8,45%	8,43%	8,55%	10 pb
TMPG	7,04%	7,24%	7,78%	8,05%	7,96%	18 pb



### 8.5 Taux de l'usure

Le taux d'usure représente le taux maximum légal admis lors de la conclusion d'un prêt conventionnel ou d'un contrat similaire. Le taux effectivement appliqué, qui ne doit pas dépasser le taux usuraire, s'appelle le taux effectif global. L'usure constitue un délit pénal lorsque le taux d'intérêt dépasse un certain plafond déterminé par la loi. Le caractère excessif des intérêts stipulés au contrat varie en fonction du type de crédit consenti.

Les dispositions métropolitaines sur l'usure ont été étendues aux collectivités d'outre-mer du Pacifique par ordonnance n°2006-60 du 19 janvier 2006. Dès lors, les modifications suivantes ont été apportées au code monétaire et financier :

- l'article 32 de la loi n°2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique, supprimant le délit d'usure pour les contrats de prêt conclu avec des personnes morales pour des raisons professionnelles ;
- l'article 7 de la loi n°2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises, supprimant le délit d'usure pour les prêts consentis à une personne physique agissant pour des besoins professionnels.

## Conjoncture financière et bancaire

Les taux de l'usure demeurent donc applicables pour les seuls prêts aux particuliers et aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale. Un taux de l'usure sur les découverts en compte reste toutefois applicable aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale.

<i>Particuliers</i>	3e trim. 2008	4e trim. 2008	1er trim. 2009	2e trim. 2009	3e trim. 2009
<b>Prêts immobiliers</b>					
- Prêts à taux fixe	7,31%	7,36%	7,80%	7,83%	7,01%
- Prêts à taux variable	7,19%	7,46%	7,80%	7,93%	7,03%
- Prêts relais	7,24%	7,53%	7,72%	8,05%	7,03%
<b>Autres prêts</b>					
- Prêts d'un montant < ou = à 181.920 XPF	20,76%	21,09%	21,32%	21,36%	21,59%
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181.920 XPF	20,51%	20,72%	21,11%	20,92%	20,63%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181.920 XPF	9,68%	9,77%	9,92%	10,04%	9,43%
<b><i>Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</i></b>	<i>3e trim. 2008</i>	<i>4e trim. 2008</i>	<i>1er trim. 2009</i>	<i>2e trim. 2009</i>	<i>3e trim. 2009</i>
Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	11,31%	11,35%	11,51%	11,69%	11,67%
Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	7,47%	9,24%	9,04%	7,85%	6,43%
Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	7,76%	8,15%	8,56%	8,07%	7,19%
Découverts en compte commission de plus fort découvert exclue)	14,25%	14,17%	14,55%	14,13%	13,45%
Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	9,68%	10,27%	10,45%	8,05%	6,72%
<b><i>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</i></b>	<i>3e trim. 2008</i>	<i>4e trim. 2008</i>	<i>1er trim. 2009</i>	<i>2e trim. 2009</i>	<i>3e trim. 2009</i>
Découverts en compte	14,25%	14,17%	14,55%	14,13%	13,45%

Directeur de la publication : Yves BARROUX  
Responsable de la rédaction : Max REMBLIN  
Editeur : IEOM - Etablissement public  
Achévé d'imprimer le 28 août 2009  
Dépôt légal : 28 août 2009 - N° ISSN 0296-3108

\*\*\*\*\*

**INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER**

Agence de Polynésie française  
21 rue du Docteur CASSIAU – BP 583 - 98713 PAPEETE  
Tél. : (689)506500 – Télécopie : (689)506503  
**Site Internet : [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)**

## *Coordonnées du siège*



### **IEOM**

5, rue Roland Barthes  
75598 PARIS CEDEX 12  
tél : (33) 1 53 44 41 41  
Fax : (33) 1 43 47 51 34  
contact@ieom.fr



## *Coordonnées des agences*



### **Agence de la Nouvelle-Calédonie**

19, rue de la République  
BP 1758  
98845 Nouméa Cedex

E-mail : [agence@ieom.nc](mailto:agence@ieom.nc)  
Tél. : (687) 27.58.22  
Fax : (687) 27.65.53



### **Agence de la Polynésie française**

21, rue du Docteur Cassiau  
BP 583  
98713 Papeete RP

E-mail : [direction@ieom.pf](mailto:direction@ieom.pf)  
Tél. : (689) 50.65.00  
Fax : (689) 50.65.03



### **Agence de Wallis-et-Futuna**

BP G-5 - Mata'Utu  
98600 Uvea  
Wallis-et-Futuna

E-mail : [ieomwf@wallis.co.nc](mailto:ieomwf@wallis.co.nc)  
Tél. : (681) 72.25.05  
Fax : (681) 72.20.03